

Critique Communiste

revue mensuelle
de la

Ligue Communiste Révolutionnaire

(section française de la IV^e Internationale)

n° 49

février 86 / 14 fr.

Sommaire

Veillée d'armes pour la droite



Le Parti socialiste face à son avenir



**BILAN ECONOMIQUE ET SOCIAL
DE LA GAUCHE (II)**



A propos du dernier livre de Philippe Herzog

Toujours aussi glissant



Pologne

Quand Jaruzelski impose la flexibilité du travail

Dossier

Veillée d'armes à droite

UDF et RPR jouent au programme commun de gouvernement. En signant solennellement la « plate-forme » de l'opposition, Chirac et Lecanuet singent le PS et le PCF du temps perdu de l'Union de la gauche : sourires, embrassades unitaires, propositions à prétentions mobilisatrices, crédibilité... Le décor est dressé ! Mais le remake sent le rance, aussi convaincant qu'une comédie de Labiche jouée dans un ossuaire.

La droite n'a besoin ni de programme précis, ni de projet exaltant, pour persuader ses mandataires que le pouvoir lui revient de droit et qu'elle en fera le meilleur usage en faveur des privilégiés. Par contre, il lui était devenu nécessaire et urgent de déjouer quelques pièges redoutables.

Le plus évident étant, bien sûr, celui de la cohabitation, habilement ménagé par Mitterrand. D'une part, parce qu'il a irrémédiablement divisé la droite entre pro et anti-cohabitationnistes. Chirac, Lecanuet, Giscard, d'un côté, Barre de l'autre. Et, surtout, parce qu'il a placé la droite devant un véritable dilemme.

Ou bien la droite sonne la charge contre le « socialisme », en affirmant un programme agressif et en brandissant l'étendard du néo-libéralisme musclé. Et, ce faisant, elle hypothèque *a priori* la possibilité de gouverner avec Mitterrand. Ou bien, pour préparer la cohabitation, elle se garde de présenter son projet gouvernemental comme radicalement antagonique à la politique actuellement menée. Elle risque alors d'apparaître comme inapte à proposer une autre politique. Ce qui reviendrait à laisser le champ libre à Mitterrand, au moment où ce dernier prend la tête de la campagne socialiste sur le thème : « *Le programme de la gauche, c'est son bilan* ». Et à cautionner l'argument selon lequel, quitte à poursuivre la même politique, autant faire l'économie d'une crise politique et conserver le même personnel.

Le pacte unitaire du RPR et de l'UDF, concrétisé par la plate-forme commune, a pour fonction principale, sinon unique, de surmonter ce dilemme et de redonner du souffle à une campagne qui piétinait.

Vive la cohabitation !

Par rapport à un débat piégé, Chirac et Lecanuet ont opté pour la seule solution possible : l'opération de dégagement en touche. Leur projet gouvernemental s'inscrit, d'emblée, et sans explication, dans la perspective de la cohabitation au soir du 16 mars.

Pour étouffer les questions institutionnelles, il fallait en rabattre sur les déclarations belliqueuses.

Définissant le projet, Alain Peyrefitte explique dans *le Figaro* du 17 janvier : « *Il ne revient pas sur ce que les gauches ont appelé leurs "acquis sociaux". Il ne cherche pas une revanche ni une restauration. Il énumère pratiquement des objectifs raisonnables pour notre société, qui peut enfin devenir libérale, grâce à l'évolution des esprits.* »

C'est acquiescer au cadre fixé par Mitterrand : cohabitation et alternance sont possibles dès lors que les « acquis » du régime sont respectés. Ce recentrage oblige à ne plus mettre en avant les modèles rutilants de néo-libéralisme que sont les Etats-Unis de Reagan et la Grande-Bretagne de madame Thatcher. Pour se réclamer implicitement de la politique pratiquée en RFA, qui parle moins aux partisans des méthodes fortes.

Cette conversion à la prudence conduit les rédacteurs de la plate-forme à atténuer l'agressivité traditionnelle de leur discours, à se taire sur la peine de mort, sur l'IVG, et à user de formules emberlificotées lorsqu'ils abordent les « acquis » que Mitterrand a dressés comme autant de symboles : le SMIC, la Sécurité sociale, la décentralisation, les lois Auroux...

« Le principe du salaire minimum doit être préservé, mais son évolution doit tenir davantage compte des possibilités de l'économie et de la situation des branches et des entreprises... » « Sauvegarder la Sécurité sociale grâce à la croissance retrouvée et au développement des valeurs de responsabilité dans la gestion des organismes de protection sociale et dans les comportements individuels... » Ce qui revient à dire qu'on renonce à démolir les symboles, mais qu'on se ménage les possibilités de les désagréger progressivement !

Embarras illustratif des contradictions du RPR et de l'UDF qui, s'ils se voient contraints de mettre de l'eau dans leur vin, savent bien les risques de l'opération. D'autant que, sur l'échiquier de la droite, si ce n'est pas encore le chaos, c'est déjà le trop-plein.

Avec, à droite : Le Pen. Impatient d'occuper l'espace politique que va libérer la droite officielle dès lors qu'elle est perçue comme gommant les aspérités de son projet, et qu'elle affaiblit son impact sur les catégories les plus réactionnaires et les plus sujettes à l'exaspération.

Avec, « ailleurs » : Barre. Sa tranquille solitude lui est occasion à peaufiner son image de sérieux, par contraste avec des partis aux chefs brouillons. Avec complaisance il cultive les anathèmes bougons. Condamnation du projet cohabitationniste de Chirac, dont on suggère qu'il pêche par opportunisme. Critiques corrosives du programme économique de ses rivaux. Sous couvert d'une critique élogieuse d'un livre de « son ami » E. Alphandery, Barre vient de se fendre d'un article dans *le Monde* où il décoche quelques flèches empoisonnées contre la plate-forme UDF-RPR. Il interroge benoîtement : « Croit-on que la libération des prix n'entraînerait pas une augmentation des indices ? » Il pronostique : « Le gouvernement d'après-mars 1986 risque fort de se trouver devant un déficit budgétaire plus fort qu'annoncé, devant un dérapage de la masse monétaire, que l'on commence déjà à observer, devant un déficit commercial qui risque de s'accroître... » Il met aimablement en garde, citation de l'*International Herald Tribune* à l'appui, contre « certaines ardeurs juvéniles » en matière de « reaganisme fiscal ». Bref, Barre, lui, veut « gouverner vraiment » ! On imagine avec quel plaisir Chirac a dû lire ces forts propos...

Ce sont les désagréments d'un métier difficile. Parce que, quels que soient les risques encourus, RPR et UDF, sous peine de se renier, doivent se présenter comme candidats au pouvoir en assumant les grandes lignes d'une politique conservatrice, nettement distincte de celle du PS. La presse, à force de saluer la modération du ton, a trop oublié de souligner la vigueur du contenu.

La droite, c'est la droite

Si Mitterrand a ses symboles, la droite a les siens. Il n'est pas difficile de dire lesquels sont les plus substantiels, ni de prévoir ceux qui affronteront le mieux les épreuves à venir.

Quelques mesures phares balisent le projet. La suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, l'abrogation « immédiate » de la loi dite de démocratisation du secteur public, la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, la libération « maîtrisée » des loyers et la « sortie progressive » des contraintes de la loi de 1948, le rétablissement des contrôles d'identité, la « liberté de choix de l'école »...

L'ensemble des lignes de force du programme se laissent aisément déchiffrer :

- Une réforme de la fiscalité au profit des privilégiés. Parmi les mesures immédiates : la diminution de l'impôt sur le revenu, l'allègement de la taxe professionnelle, le plafonnement des impôts les plus élevés (ces derniers ne pouvant excéder 60 %, puis 50 % des revenus imposables) et, bien sûr, la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes !
- Le démantèlement d'une grande partie du secteur nationalisé : « Au cours de la législature seront dénationalisés les banques et compagnies financières, les assurances, le secteur de l'audiovisuel, les grands groupes industriels (Péchiney, Thomson, Rhône-Poulenc, Saint-Gobain, CGE, Bull) et cédées les autres participations de

l'Etat susceptibles de trouver preneur sur le marché. A terme, tout le secteur concurrentiel aura vocation à être dénationalisé. »

□ Un programme de précarisation aggravée du travail : flexibilité, temps partiel, travail temporaire, suppression de l'autorisation administrative de licenciement, des seuils réglementaires, mise en question de la représentativité des syndicats...

□ Au nom de « l'affermissement de l'identité française », le refoulement et l'exclusion des immigrés. Mise en place d'un dispositif strict de contrôle de la situation des étrangers, sanctions « sans faiblesse » pour les clandestins, reconduction à la frontière des étrangers en situation irrégulière et des condamnés ayant purgé leur peine. « L'acquisition de la nationalité française ne saurait résulter de mécanismes purement automatiques. »

Favoriser le départ des immigrés va de pair avec la volonté de « lutter contre le déclin de la natalité » (française !). Philosophie qu'un plumitif du *Figaro* commente de la sorte : « L'opposition rejette donc sans appel toute idée de société multiculturelle, toute atteinte à l'identité nationale sans pour autant tomber dans le racisme anti-immigrés (sic !). Elle propose un contrat moral clair dénué de toute ambiguïté ou d'angélisme : ou l'immigré accepte toutes les lois du pays d'accueil et s'y fonde, ou il s'en va. Elle entend conserver tous les droits civiques et politiques aux seuls Français (sic !). »

□ Encouragement de la volonté répressive, mise sous surveillance du droit d'asile (au nom de la lutte résolue contre le terrorisme !).

□ Aggravation de l'emprise coloniale de la France sur les peuples soumis à sa domination : « garantir le développement et la sécurité des DOM-TOM dans l'unité de la République », y compris, évidemment, la Kanaky !

Il est notable que le programme de la droite est, à tout prendre, d'une grande faiblesse dans le domaine économique. La proposition de doter la Banque de France d'un nouveau statut la rendant autonome, sur le modèle allemand, l'affirmation péremptoire selon laquelle « aujourd'hui, la crise mondiale est finie », le principe qui voudrait que, dans les économies modernes, seul le tertiaire crée des emplois : tout cela est un peu court pour constituer un projet économique crédible. Le centre de gravité dudit projet est ailleurs : dans un « look » libéral teinté d'ordre moral et de racisme.

La droite, voulant faire montre de raison, a su se modérer : elle indique le nécessaire en prenant en compte le possible. Le possible accepte les contraintes de la cohabitation, le nécessaire se mesure à l'aune des exigences capitalistes.

Sus à la droite !

Bien naïf celui qui, pour combattre la droite, compterait sur la gauche officielle ! Ce ne sont pas, en effet, quelques propos fracassants — du type « Un 1945 et même un 1936 à l'envers » — qui y suffiront.

La vérité de cette gauche-là c'est sa politique. Une politique qui sert de tremplin à la droite, qui lui permet d'envelopper une marchandise peu ragoûtante d'un emballage qu'on dit modéré. La déréglementation, la flexibilité, le temps partiel, la dénationalisation rampante, l'idéologie nataliste, l'exploitation de l'angoisse sécuritaire, les attaques contre les immigrés... C'est déjà la gauche ! La droite se propose pour transformer l'essai.

Rocard, toujours si prompt à « parler vrai », n'y va pas par quatre chemins : « Faut-il voir ici un tournant dans notre vie politique ? Les deux principaux programmes en présence, au-delà des déclarations liminaires, ne présentent plus deux systèmes économiques et sociaux s'excluant totalement. Ce rétrécissement du fossé est une retombée de l'alternance de 1981, les deux grandes forces politiques qui s'opposent ayant chacune leur expérience du gouvernement. L'approche réciproque des problèmes est moins éloignée, des valeurs communes sont reconnues explicitement des deux côtés, de même que quelques convergences sur le fond : le besoin accru d'autonomie des individus et des groupes, le développement nécessaire de l'esprit d'initiative et le rôle de l'entreprise, les rapports Est-Ouest ou la lutte contre l'inflation » (*le Monde*, 24 janvier 1986). Ce n'est plus de la cohabitation, c'est de la prostitution !

La simple lecture du programme de la droite suffit à se convaincre que le retour de celle-ci signifierait une grave menace pour les travailleurs, des attaques redoublées, une dramatique régression sociale. Ce danger ne sera pas combattu par le

recours à une gauche qui se félicite de la « modération » de la droite pour mieux masquer sa propre couardise.

Il n'y a pas de combat contre la droite qui ne s'attache à lui enlever son point d'appui : la politique de collaboration de classes. Le combat contre le retour de la droite, c'est la lutte pour imposer une politique ouvrière, s'appuyant sur la mobilisation des travailleurs, visant à la satisfaction des revendications.

Voter vraiment contre la droite, c'est voter pour les listes qui ne craignent pas de défendre la seule perspective qui vaille : celle du combat anticapitaliste, de la lutte pour le socialisme.

Il est noté que le programme de la droite est, dans le domaine économique, la proposition de doter la France de un nouveau statut la rendant autonome, sur le modèle allemand, l'alin-

principe qui voudrait que, dans les économies modernes, seul le tertiaire crée des emplois : tout ce qui est un peu court pour constituer un projet économique crédible.

Le centre de gravité dudit projet est ailleurs : dans un « look - libéralisme d'ordre moral et de racisme »

La droite, voulant faire monter de raison, a su se modérer : elle indique la nécessité en prenant en compte le possible. Le possible accepte les contraintes de la collaboration, le nécessaire se mesure à l'anne des exigences capitalistes.

Il est noté que le programme de la droite est, dans le domaine économique, la proposition de doter la France de un nouveau statut la rendant autonome, sur le modèle allemand, l'alin-

principe qui voudrait que, dans les économies modernes, seul le tertiaire crée des emplois : tout ce qui est un peu court pour constituer un projet économique crédible.

Le centre de gravité dudit projet est ailleurs : dans un « look - libéralisme d'ordre moral et de racisme »

La droite, voulant faire monter de raison, a su se modérer : elle indique la nécessité en prenant en compte le possible. Le possible accepte les contraintes de la collaboration, le nécessaire se mesure à l'anne des exigences capitalistes.

Il est noté que le programme de la droite est, dans le domaine économique, la proposition de doter la France de un nouveau statut la rendant autonome, sur le modèle allemand, l'alin-

principe qui voudrait que, dans les économies modernes, seul le tertiaire crée des emplois : tout ce qui est un peu court pour constituer un projet économique crédible.

Le centre de gravité dudit projet est ailleurs : dans un « look - libéralisme d'ordre moral et de racisme »

La droite, voulant faire monter de raison, a su se modérer : elle indique la nécessité en prenant en compte le possible. Le possible accepte les contraintes de la collaboration, le nécessaire se mesure à l'anne des exigences capitalistes.

Il est noté que le programme de la droite est, dans le domaine économique, la proposition de doter la France de un nouveau statut la rendant autonome, sur le modèle allemand, l'alin-

principe qui voudrait que, dans les économies modernes, seul le tertiaire crée des emplois : tout ce qui est un peu court pour constituer un projet économique crédible.

Le centre de gravité dudit projet est ailleurs : dans un « look - libéralisme d'ordre moral et de racisme »

La droite, voulant faire monter de raison, a su se modérer : elle indique la nécessité en prenant en compte le possible. Le possible accepte les contraintes de la collaboration, le nécessaire se mesure à l'anne des exigences capitalistes.

Il est noté que le programme de la droite est, dans le domaine économique, la proposition de doter la France de un nouveau statut la rendant autonome, sur le modèle allemand, l'alin-

principe qui voudrait que, dans les économies modernes, seul le tertiaire crée des emplois : tout ce qui est un peu court pour constituer un projet économique crédible.

Le centre de gravité dudit projet est ailleurs : dans un « look - libéralisme d'ordre moral et de racisme »

La droite, voulant faire monter de raison, a su se modérer : elle indique la nécessité en prenant en compte le possible. Le possible accepte les contraintes de la collaboration, le nécessaire se mesure à l'anne des exigences capitalistes.

Il est noté que le programme de la droite est, dans le domaine économique, la proposition de doter la France de un nouveau statut la rendant autonome, sur le modèle allemand, l'alin-

principe qui voudrait que, dans les économies modernes, seul le tertiaire crée des emplois : tout ce qui est un peu court pour constituer un projet économique crédible.

Le centre de gravité dudit projet est ailleurs : dans un « look - libéralisme d'ordre moral et de racisme »

La droite, voulant faire monter de raison, a su se modérer : elle indique la nécessité en prenant en compte le possible. Le possible accepte les contraintes de la collaboration, le nécessaire se mesure à l'anne des exigences capitalistes.

Il est noté que le programme de la droite est, dans le domaine économique, la proposition de doter la France de un nouveau statut la rendant autonome, sur le modèle allemand, l'alin-

principe qui voudrait que, dans les économies modernes, seul le tertiaire crée des emplois : tout ce qui est un peu court pour constituer un projet économique crédible.

Le centre de gravité dudit projet est ailleurs : dans un « look - libéralisme d'ordre moral et de racisme »

La droite, voulant faire monter de raison, a su se modérer : elle indique la nécessité en prenant en compte le possible. Le possible accepte les contraintes de la collaboration, le nécessaire se mesure à l'anne des exigences capitalistes.

Sur la droite

Il est noté que le programme de la droite est, dans le domaine économique, la proposition de doter la France de un nouveau statut la rendant autonome, sur le modèle allemand, l'alin-

principe qui voudrait que, dans les économies modernes, seul le tertiaire crée des emplois : tout ce qui est un peu court pour constituer un projet économique crédible.

Le centre de gravité dudit projet est ailleurs : dans un « look - libéralisme d'ordre moral et de racisme »

La droite, voulant faire monter de raison, a su se modérer : elle indique la nécessité en prenant en compte le possible. Le possible accepte les contraintes de la collaboration, le nécessaire se mesure à l'anne des exigences capitalistes.

Il est noté que le programme de la droite est, dans le domaine économique, la proposition de doter la France de un nouveau statut la rendant autonome, sur le modèle allemand, l'alin-

principe qui voudrait que, dans les économies modernes, seul le tertiaire crée des emplois : tout ce qui est un peu court pour constituer un projet économique crédible.

Le centre de gravité dudit projet est ailleurs : dans un « look - libéralisme d'ordre moral et de racisme »

La droite, voulant faire monter de raison, a su se modérer : elle indique la nécessité en prenant en compte le possible. Le possible accepte les contraintes de la collaboration, le nécessaire se mesure à l'anne des exigences capitalistes.

Il est noté que le programme de la droite est, dans le domaine économique, la proposition de doter la France de un nouveau statut la rendant autonome, sur le modèle allemand, l'alin-

principe qui voudrait que, dans les économies modernes, seul le tertiaire crée des emplois : tout ce qui est un peu court pour constituer un projet économique crédible.

Le centre de gravité dudit projet est ailleurs : dans un « look - libéralisme d'ordre moral et de racisme »

La droite, voulant faire monter de raison, a su se modérer : elle indique la nécessité en prenant en compte le possible. Le possible accepte les contraintes de la collaboration, le nécessaire se mesure à l'anne des exigences capitalistes.

Il est noté que le programme de la droite est, dans le domaine économique, la proposition de doter la France de un nouveau statut la rendant autonome, sur le modèle allemand, l'alin-

Le Parti socialiste face à son avenir

François DUVAL

Ces derniers mois, les militants socialistes ont été soumis à rude épreuve : le congrès de Toulouse, la montée de Rocard, les embrassades de la synthèse, le bide de Fabius face à Chirac, les mésaventures de la constitution des listes, la mise au point laborieuse de la plate-forme électorale du parti et le « trouble » de Laurent Fabius...

Heureusement sur un point au moins ils sont rassurés : la querelle Fabius-Jospin pour savoir qui conduit la campagne est totalement sans objet. A la radio, à la télévision, et même dans les meetings, le patron c'est Mitterrand !

AU sein du Parti socialiste, ou au moins de son appareil dirigeant, les grands reclassements ont commencé, alors que deux questions se posent avec insistance : que va-t-il se passer après le 16 mars ? Quel est l'avenir du Parti socialiste dans la société française ?

La gauche « branchée » et ses limites

Parmi les tenants de la « modernisation du socialisme », les places sont chères : Rocard bénéficie, au moins dans l'opinion, du bénéfice de l'antériorité. Mais Fabius est aussi sur les rangs et poursuit une véritable OPA sur le Parti socialiste. Même si ces derniers temps la machine a connu quelques ratés... La pièce-maîtresse de ce dispositif, c'est évidemment Fabius lui-même : dès sa prise de fonctions en juillet 1984, l'accent est mis sur la rupture vis-à-vis de l'ère Mauroy. Désormais il s'agit d'aligner le discours gouvernemental et, en conséquence, celui du parti sur la réalité de la politique d'austérité et d'adaptation au capitalisme en crise.

Pour « vendre » cette politique, Fabius ne compte pas trop sur le Parti socialiste et préfère monter lui-même au créneau chaque mois à TF1, lors de l'émission « Parlons France »¹. Il s'agit de donner l'image de la compétence et de la modernité alliées au bon sens.

Indéniablement cette stratégie a connu, au début, un certain succès : très vite Fabius a rattrapé Rocard dans les sondages pour atteindre un taux record², alors même que la gauche plongeait. Le premier faux pas s'est produit lorsque Fabius a cru pouvoir court-circuiter le PS : annonce d'une stratégie de front républicain, lancement sauvage de la campagne électorale à Marseille. Mais l'issue de la « querelle » Fabius-Jospin ne lui a pas été des plus favorables : réfutation par le comité directeur de l'idée de front républicain et, surtout, arbitrage de Mitterrand insistant sur le caractère incontournable du PS. Au congrès de Toulouse, la nécessité d'apparaître unis a imposé la synthèse et assuré le succès de Fabius, pourtant ébranlé par l'affaire Greenpeace.

La mésaventure de Fabius lors de son face-à-face avec Chirac est suffisamment éclairante pour que l'on s'y arrête. Il serait superficiel de n'y voir qu'une « contre-performance », comme nous y invitent abondamment les médias. Pour avoir voulu ignorer que le fameux « clivage » gauche-droite est d'abord l'expression — déformée — d'intérêts sociaux différents, Fabius s'est situé fondamentalement sur le même terrain que Chirac, mettant en lumière l'amplitude des zones de consensus. Pour essayer de faire la différence, il ne lui restait plus qu'à compenser la convergence sur le fond par un surcroît d'agressivité doublée de dignité outragée³. Sans succès... Reste le triste spectacle de Fabius acquiesçant aux

1. En toute modestie...
2. 59 % d'opinions favorables en avril 1985 (SOFRES).
3. « Vous parlez au Premier ministre de la France. »

propos de Chirac contre les immigrés.

Quant au « trouble » qui a paraît-il saisi Fabius lors de l'épisode Jaruzelski, il a certes alimenté les rumeurs et les bruits de remaniements ministériels, mais cette petite opération politicienne s'est retournée contre son auteur : comme strictement personne ne croit un instant à sa sincérité, il s'est retrouvé isolé au Parti socialiste⁴ et sévèrement jugé par l'opinion. Ne tombe pas à gauche qui veut !

Les autres pièces du dispositif Fabius souffrent des mêmes faiblesses. Ainsi en est-il du réseau de clubs qui s'est développé sous l'égide de Françoise Castro (madame Fabius). Ce phénomène a connu un réel succès puisqu'il existe désormais une quarantaine de clubs et d'associations constitués par thème ou par milieu social et regroupés derrière le sigle « Ici et maintenant ». Conçus comme des laboratoires d'idées, destinés à favoriser les micro-initiatives, ils prétendent rassembler sur des valeurs⁵ et non défendre des intérêts et mettre en œuvre une « autre manière de faire de la politique ». Largement ouverts au-delà des rangs du PS, ils se sont déjà illustrés par une série d'initiatives et un grand rassemblement en novembre 1985 à la Mutualité. Cependant, on peut s'interroger sur les limites de l'opération : suffit-il de publier périodiquement des encarts publicitaires apologétiques comme le fait le club La mémoire courte pour faire oublier les conséquences réelles de la politique gouvernementale aux travailleurs et aux milieux populaires ?

Dernier atout fabiusien : les transcourants. Il s'agit là d'une opération en plusieurs temps : tribunes libres dans *le Monde*, dépôt d'une contribution pour le congrès de Toulouse, colloque et fondation du club Démocratie 2000, et enfin sortie d'un ouvrage-profession de foi : *La gauche bouge*⁶. Dans la coulisse, des hommes que Poperen qualifie lui-même comme étant « directement liés aux principaux centres de décision du pouvoir » (comprenez l'Élysée et, surtout, Matignon) et une caisse de résonance toute trouvée : *le Matin*.

Résolument modernes mais sensibles aux dégâts sociaux de la modernisation, c'est ainsi que les transcourants se présentent dans *La gauche bouge*. Avec une certaine ingénuité, les transcourants nous chantent l'air connu de la fin des idéologies : « Le réel envahit tout. » Quelle révolution méthodologique ! L'important, on s'en doute, n'est pas là mais tient en quelques idées « simples » (décidément, c'est la mode...) et quelques mesures : comme la classe ouvrière est en recul et que la conscience d'appartenir à une classe

régresse, le PS ne saurait être un parti de classe ni même de « front de classe » ; il a vocation à « s'adresser à tous sans valoriser a priori telle ou telle catégorie ». Conséquence : la gauche « ce n'est pas d'abord un projet économique mais un système de valeurs ».

Au niveau économique, si l'investissement est insuffisant, ce n'est pas l'effet de la crise de surproduction ou de la politique patronale, c'est « parce que l'assainissement financier est loin d'être épuisé ». Il faut donc promouvoir quelques mesures destinées à restaurer les taux de profit : libérer les prix, déréglementer, réduire le coût du travail⁷ ; développer les TUC, blanchir le « petit travail noir », favoriser certaines formes différentes de contrat de travail (contrat à durée déterminée, intérim...) ⁸, instaurer des mécanismes de concurrence dans la fonction publique, y doubler la stabilité de l'emploi de « la contrepartie minimale de la mobilité géographique », céder actifs et filiales des sociétés nationalisées, arrêter la réduction des inégalités de revenus afin « de reconnaître l'élite dès lors qu'elle est fondée sur le seul mérite »⁹, développer les comptes épargne retraite¹⁰, réduire progressivement le « champ de la gratuité » dans les services de santé...

Néanmoins, des ajustements à la politique de rigueur sont indispensables — on est humain et... de gauche, que diable ! Par exemple : relèvement des prestations familiales pour le troisième enfant. Qui parle d'offensive nataliste ?

On ne s'étonnera donc pas qu'en conclusion de cet ouvrage, les transcourants jugent qu'à l'épreuve de l'exercice du pouvoir, le clivage entre les différents courants du PS (notamment celui figé par le congrès de Metz) soit totalement dépassé. On voit d'ailleurs mal en quoi le clivage gauche-droite serait moins périmé tant un tel programme ressemble comme deux gouttes d'eau à celui de la droite et du patronat.

Un scoop : Rocard est candidat

Michel Rocard, l'autre vedette de la modernisation du socialisme, et son courant ont également pris ces derniers mois quelques initiatives afin de se positionner dans les recompositions en cours au sein du PS. Rocard s'étant tardivement découvert une hostilité de principe au scrutin proportionnel, son départ du gouvernement lui a rendu la liberté de manœuvre indispensable à la réalisation de ses projets : interview fracassante à *Libération*, annonce de sa

4. La règle non dite — pas touche au président ! — y est plus que jamais de rigueur.

5. Interview de Françoise Castro, *le Matin* du 18 novembre 1985.

6. *La gauche bouge*, Jean-François Trans (éd. J.-C. Lattès).

7. « Dans beaucoup d'activités, la rémunération est fixée indépendamment des gains de productivité », *La gauche bouge*, p. 78.

8. *La gauche bouge*, p. 82.

9. *La gauche bouge*, p. 93.

10. *La gauche bouge*, p. 100.

candidature à la présidentielle¹¹, bataille pour le congrès de Toulouse.

Les thèmes traditionnels y sont repris sans beaucoup d'innovations mais avec une vigueur nouvelle : dénonciation de l'archaïsme du « tout Etat », mise en œuvre de la recherche du compromis social, importance de la compétence en matière économique, culte du « réalisme ». Pour le congrès, Rocard avait choisi deux angles d'attaque : d'une part, faire admettre au PS qu'il avait changé à travers l'exercice des responsabilités gouvernementales en tirant le rideau sur la rupture avec le capitalisme, le *Projet socialiste* et même les timides mesures sociales prises pendant la période de l'état de grâce et, d'autre part, faire avancer sa propre conception de la cohabitation à travers la question des alliances. Deux sujets explosifs par rapport à la direction majoritaire du PS.

Insister sur le fait que le PS a changé, c'est soulever la question qui obsède bien des militants socialistes : ce changement — indéniable — n'est-il pas un reniement ? La désaffection d'une partie de la base populaire ne vient-elle pas justement de ce changement générateur de tant de « déçus du socialisme » ? Mettre en cause les réformes de 1981, au motif qu'elles ont hypothéqué la situation économique, n'est guère compatible avec une campagne électorale en direction des électeurs de gauche centrée sur la « défense des acquis sociaux » menacés par la droite. Or, cette campagne est voulue par le président... Enfin, vouloir banaliser le problème des alliances après mars 1986 au moyen de la rédaction d'une proposition de contrat de gouvernement ne convient nullement à la direction socialiste. Non qu'elle soit effrayée par les compromissions avec la droite... Mais le mot d'ordre est tout à fait clair : l'après-1986, c'est l'affaire du président ; il ne faut rien faire qui puisse le gêner et limiter en quoi ce soit ses marges de manœuvre.

Reste que la bataille menée par Rocard a connu un réel succès dans le parti, sa motion atteignant près de 30 %. Il est difficile de faire la part des différentes raisons de ce succès : influence du « parler vrai », du vote de protestation¹², la diffusion des thèmes rocardiens désormais banalisés par certains dirigeants majoritaires, l'impact de la chute du courant Mauroy, le glissement généralisé du PS à droite. Toujours est-il que ce score rendait possible une synthèse qui ne soit pas une reddition. Quitte à adopter un compromis boiteux susceptible d'une double lecture. Par exemple, sur les mesures de l'état de grâce : la gauche a eu raison de tenir ses promesses électorales, ce qui satisfait Jospin et Mauroy. Mais laisse

dans l'ombre la question de savoir si ces promesses étaient bien raisonnables, ce qui n'est pas pour déplaire à Rocard, dont tout le monde connaît le jugement !

Pendant, ces diverses péripéties sont loin d'être un coup pour rien : à travers la préparation du congrès et la synthèse, Rocard a réussi à marquer un coup d'arrêt à la dilution et à l'éclatement de son courant, à réintégrer en position de force la direction du parti et à retrouver une certaine légitimité au sein du PS, à travers l'axe « Jospin-Rocard ».

Les perdants

Face à cette double offensive moderniste (Fabius, Rocard), les courants les plus traditionnels du PS ont bien du mal à se positionner. Ainsi le congrès de Toulouse a enregistré les difficultés du courant Mauroy et l'effacement du CERES.

Depuis son départ du gouvernement et jusqu'au congrès, Pierre Mauroy s'est attaché à cultiver une image de gauche et unitaire, celle du Premier ministre de l'état de grâce et de l'Union de gauche. A Toulouse, si l'on excepte l'intervention rituelle et radicale de Laignel, les mauroyistes sont quasiment les seuls à avoir évoqué les références ouvrières et les valeurs traditionnelles du PS. Mauroy, lui, s'est attaché à la défense des premières années du gouvernement, menacées par les attaques de Rocard¹³ mais aussi par le lourd silence de Fabius sur la question. Notons néanmoins une inflexion assez nette par rapport au PC : plus question de chercher un accord avec lui. Quant à la récente image « gauche » de ce courant, il n'est pas certain qu'elle résiste longtemps aux efforts de M. Delebarre (représentant de ce courant au gouvernement) pour imposer le projet de loi sur la flexibilité...

Reste la curiosité obtenue par la sortie du livre de Thierry Pfister¹⁴. En réalité le parfum de scandale qui l'accompagne n'est pas vraiment justifié, car il ne contient aucune révélation majeure. Par contre, on y trouve une description minutieuse — et sordide — de l'intégration des responsables socialistes aux institutions étatiques dans un climat d'ambitions, de conspirations et de coups fourrés entre « camarades », qui risque de donner la nausée à bon nombre de militants socialistes, s'ils ont l'imprudence de s'y plonger.

Quant au CERES, non seulement il a cessé depuis longtemps d'apparaître comme un pôle gauche dans le PS, mais depuis la rentrée de Chevènement au gouvernement, il a cessé d'apparaître

... tout court ! Le congrès de Toulouse a enregistré le succès de la motion de Rocard, qui a été votée à 30 %.

... les thèmes rocardiens sans attendre du même coup le départ de Fabius.

... Quant au discours sur la « République moderne » et les valeurs républicaines, outre son peu d'effet, il a l'inconvénient majeur de servir le CERES à droite de tous les autres courants du PS.

... toutes les autres raisons de ce succès : influence du « parler vrai », du vote de protestation pour le projet de loi sur la flexibilité, la diffusion des thèmes rocardiens désormais banalisés par certains dirigeants majoritaires, l'impact de la chute du courant Mauroy, le glissement généralisé du PS à droite.

... Toujours est-il que ce score rendait possible une synthèse qui ne soit pas une reddition. Quitte à adopter un compromis boiteux susceptible d'une double lecture. Par exemple, sur les mesures de l'état de grâce : la gauche a eu raison de tenir ses promesses électorales, ce qui satisfait Jospin et Mauroy. Mais laisse

Un avenir plutôt brumeux...

... Pour l'avenir du parti, Jospin est très optimiste. Il a déclaré que le parti avait gagné, qu'il faut tout à la fois engager la campagne et mobiliser le parti sans pour autant restreindre les marges de manœuvre de Matignon, redonner au mouvement socialiste son caractère de

11. Lors de l'émission « Questions à domicile » sur TF1. En fait, Rocard manque rarement une occasion de rappeler — récemment dans une interview à Newsweek, où il annonçait également la défaite de la gauche en mars 1986 — qu'il est candidat à la présidence de la République. Comme si quelqu'un pouvait encore avoir le moindre doute !

12. La motion Rocard était la seule à être opposée à celle de la direction. Elle a donc pu bénéficier de suffrages de militants mécontents pour divers motifs, sans qu'ils adhèrent sur le fond aux thèses de Rocard.

13. Toujours charitable, Pierre Mauroy s'est plu à rappeler lors du départ de Rocard du gouvernement que ce dernier avait déjà dans le passé quitté la SFIO, puis quitté le PSU...

14. Matignon au temps de l'Union de la gauche (éd. Hachette).

tout court ! Le congrès de Toulouse a été particulièrement révélateur de cet effacement, chaque dirigeant du CERES cantonnant son intervention à son créneau professionnel dans la répartition des tâches au sein de l'appareil d'Etat : l'école pour Chevènement, le bilan des nationalisations pour Charzat. Après l'abandon du thème de l'« autre politique » (économique), c'est le silence. Même le vieux ressort de la dénonciation de Rocard et de sa « gauche américaine » semble cassé. Il faut dire qu'il est plutôt difficile d'attaquer les thèmes rocardiens sans atteindre du même coup le discours de Fabius. Quant au discours sur la « République moderne » et les valeurs républicaines, outre son peu d'écho, il a l'inconvénient majeur de situer le CERES à droite de tous les autres courants du PS ! Cette impasse politique trace un avenir assez sombre pour le CERES : incapacité à faire la moindre proposition politique¹⁵, perte progressive d'identité, disparition comme courant politique et dégénérescence en simple réseau clientéliste au service des ambitions nationales de Chevènement.

Un avenir plutôt brumeux...

Pour l'appareil du parti, Jospin en tête, la tâche n'est pas des plus aisées puisqu'il doit tout à la fois engager la campagne et mobiliser le parti sans pour autant restreindre les marges de manœuvre de Mitterrand, redonner au PS une identité sans compromettre la cohabitation, tenir un discours sur les acquis sociaux tout en assumant l'austérité gouvernementale et, enfin, gérer la boutique en réfrénant les ambitions présidentielles des uns et des autres.

C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre les débats sur la transformation du PS en parti de l'alternance, en grand parti de toute la gauche, voire en parti démocrate. C'est à cela que correspond l'objectif des 30 % aux législatives et plus de 40 % à terme. Deux paramètres posent les bornes de cette évolution : la crise du mouvement ouvrier et l'impact des institutions de la V^e République.

Depuis 1981, cet impact — notam-

ment celui de la fonction présidentielle — va bien au-delà de la simple mutation en parti godillot. Que l'on en juge sur quelques exemples.

L'élaboration du programme électoral a connu bien des avatars mais, s'il intègre le résultat des débats du PS (proposition des rocardiens d'un minimum vital, mutualisation des coûts de la modernisation), ces promesses sont immédiatement tempérées au niveau du financement pour respecter la volonté présidentielle de baisse de la pression fiscale. Il en va de même pour la réapparition du thème du droit de vote des immigrés pour les élections municipales, que Mitterrand tient à ressortir de temps à autre.

Plus généralement, le programme se présente comme la défense du bilan et des acquis de la législature, ce qui correspond tout à fait à la conception de Mitterrand : « *Le programme de la gauche, c'est son bilan.* »

Depuis plusieurs années, les débats dans le PS ne sont plus structurés autour de références idéologiques ou de propositions politiques différentes mais surdéterminés par l'affrontement de chefs de courants, ultime expression d'une féroce course à l'investiture. D'année en année, on assiste à la transformation du PS en parti des présidentiables.

Enfin, les dernières semaines ont marqué la montée en première ligne de Mitterrand soi-même, décidément obligé de tout faire : shows médiatiques avec Elkabbach et Mourousi, meetings électoraux.

Ces constats jettent un éclairage nouveau sur la référence au parti démocrate, mais aussi sur la stratégie réelle des dirigeants socialistes : résignés à la défaite en 1986, ils misent moins sur une cohabitation dont on voit mal les partenaires significatifs que sur la prochaine élection présidentielle. Les candidats ne manquent pas. Encore faut-il choisir le bon. Il semble bien que Mitterrand ait une idée très personnelle sur la question... Plus fondamentalement, le PS affronte une crise de redéfinition. Comme tout parti social-démocrate, sa direction légitime la place qu'elle occupe dans le personnel politique et la société par la fonction de représentation politique du mouvement

ouvrier, dans le cadre de la démocratie parlementaire. En période d'expansion économique, elle sert à négocier le compromis social par le partage des miettes de la croissance. En période de crise et d'affrontements sociaux, elle assure la préservation de l'ordre capitaliste sans pour autant se confondre avec les partis bourgeois. Cela implique le maintien de liens avec la classe ouvrière, notamment à travers le discours sur la transformation de la société, toujours remise à plus tard mais toujours maintenue comme horizon. A travers la durée de la crise économique et ses effets désagrégateurs sur l'opinion ouvrière, ce modèle est entré en crise.

La volonté, reprise par tous les courants, de constituer le PS en un grand parti de toute la gauche a plusieurs fonctions : mobiliser les militants sur un objectif motivant, esquiver la question insidieuse des alliances et aussi offrir une alternative à la stratégie d'Epinau. Tant le déclin du PC que la ligne actuelle de sa direction conduisent les dirigeants socialistes à tourner la page de l'Union de la gauche. Cette stratégie repose néanmoins sur un pari : celui de l'accélération de la marginalisation du PC, alors même que la politique d'austérité peut lui offrir un créneau. Elle suppose aussi une importante révision politique pour les militants socialistes, comme l'ont souligné les références, controversées mais révélatrices, à Bad-Godesberg ou à la transformation en parti social-démocrate qui ont fleuri lors du dernier congrès.

Au terme de ce tour d'horizon, la question demeure : soumis aux offensives concurrentes des courants qui mettent en cause son identité, confronté au silence embarrassé de ceux qui prétendaient autrefois bloquer la « dérive social-démocrate », obligé d'assumer une politique d'austérité fort impopulaire chez les travailleurs, percuté par l'infamale logique présidentielle, le PS a-t-il un avenir ? Cet avenir correspond-il aux espérances des militants qui l'ont rejoint à partir du congrès d'Epinau ?

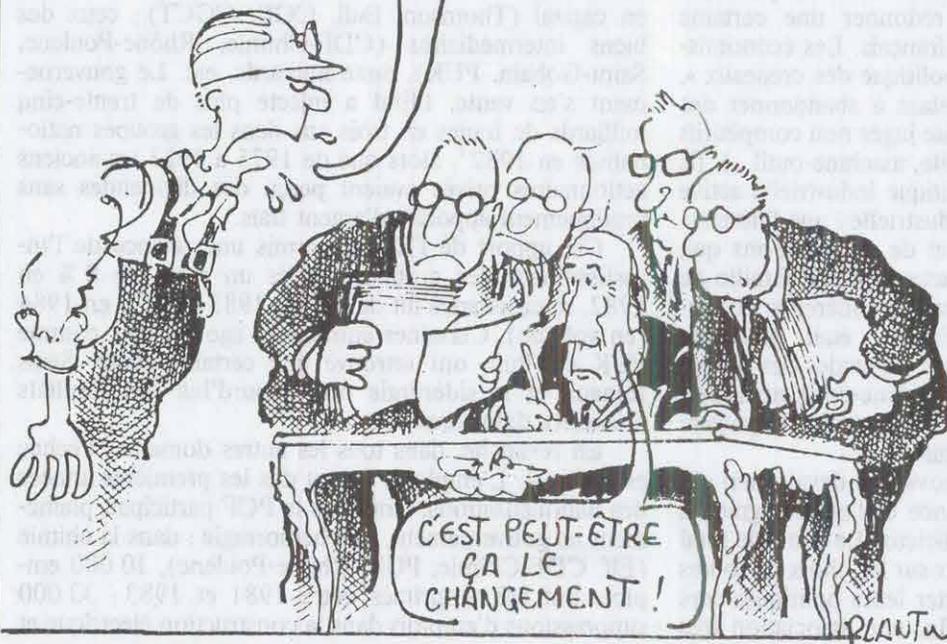
15. Le terrain des propositions et du combat idéologique est aujourd'hui totalement abandonné aux courants « modernistes ».

Bilan économique et social de la gauche (II)

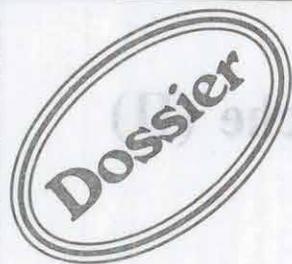
GROUPE DE TRAVAIL ECONOMIQUE

Les mirages de « l'autre politique »

**Vous avez
bien changé !**



Dans le numéro précédent, nous avons vu les effets de cinq années de politique de gauche sur le niveau de vie des travailleurs, l'emploi et les conditions de travail. Dans cette seconde partie, il s'agit d'apprécier cette politique de gestion loyale au regard de ses conséquences sur les entreprises et le capitalisme français.



La banqueroute des nationalisations

DANS le domaine des nationalisations, on assiste à la plus formidable débandade politique et idéologique de la gauche réformatrice. Qu'on se souvienne en effet de ce que représentaient les nationalisations dans la stratégie politique affichée du PCF et, à un autre niveau, du PS !

Des discours...

Pour le PCF, il s'agissait de soustraire au pouvoir du capital monopoliste les grands groupes industriels et les banques afin de les mettre au service de l'Etat et de la nation. Les économistes du PC vantaient les mérites du secteur public (EDF, SNCF...), porteur d'une autre logique plus démocratique et nationale. Ils dénonçaient le pillage et les transferts opérés par le capital privé sur les entreprises nationalisées. L'extension du secteur public devait signifier un pas décisif vers un « socialisme à la française » : le PCF allait jusqu'à rompre l'Union de la gauche en 1977 sous le prétexte que les socialistes refusaient de nationaliser toutes les filiales des groupes visés par le Programme commun. Il expliquait alors que ce refus interdisait de franchir le « seuil critique » au-delà duquel le capitalisme monopoliste d'Etat serait de fait dissous !

Quant au PS, il présentait les nationalisations comme l'outil décisif pour développer une véritable politique industrielle, seule capable de redonner une certaine cohérence à l'appareil productif français. Les économistes socialistes dénonçaient la « politique des créneaux », systématisée par Giscard, consistant à abandonner des pans entiers de l'industrie française jugés non compétitifs et irrécupérables (sidérurgie, textile, machine-outil...). Ils prônaient, au contraire, une politique industrielle active fondée sur la notion de filière industrielle : une filière est une chaîne d'interdépendances et de coopérations qui, d'amont en aval, relie les producteurs d'une famille de produits industriels. Pour préserver la cohérence et l'autonomie industrielles de la France, était présentée comme décisive la maîtrise de tous les stades des filières dites stratégiques (électronique, machine-outil, nucléaire, chimie fine...). Bref, il fallait boucher les trous du gruyère qu'était devenue l'industrie française.

Cette politique industrielle novatrice devait bien sûr permettre de relancer la croissance et l'emploi grâce à des investissements massifs et judicieux. Le contrôle total du crédit allait permettre de peser sur les choix de toutes les entreprises privées et d'orienter leurs politiques vers l'emploi et l'investissement. Enfin, une association très

étroite des travailleurs à la gestion et l'organisation de larges débats publics feraient progresser d'un bond la démocratie à l'entreprise.

Ce rappel, bref, mais non caricatural, donne la mesure du chemin parcouru depuis cinq ans par les « réalistes » qui gouvernent (ou qui ont gouverné). Nous avons vu dans le numéro précédent ce qu'il était advenu de la « démocratisation du secteur public ». Le reste n'est pas plus brillant.

... aux faits

Les sceptiques que nous étions disaient : nationalisée ou pas, une entreprise, insérée dans un marché mondial capitaliste, gérée par des « technocrates » tous formés au même moule capitaliste, guidée par la recherche du profit capitaliste, reste une entreprise capitaliste. La bourgeoisie française le savait bien elle aussi : sa mobilisation en 1981-1982 contre les nationalisations fut donc modérée, l'objectif principal — atteint grâce à la veulerie du pouvoir et à la complicité du Conseil constitutionnel — était d'obtenir une juteuse indemnisation pour les anciens actionnaires.

L'apport en capital frais est, à posteriori, sans doute la seule fonction qu'ont réellement remplie les nationalisations. De 1982 à 1984, les groupes de la branche électronique ont reçu six milliards de francs de dotation en capital (Thomson, Bull, CGE, CGCT) ; ceux des biens intermédiaires (CDF-Chimie, Rhône-Poulenc, Saint-Gobain, PUK), onze milliards, etc. Le gouvernement s'en vante, l'Etat a injecté plus de trente-cinq milliards de francs en trois ans dans les groupes nationalisés en 1982¹, alors que de 1975 à 1981 les anciens actionnaires privés avaient perçu des dividendes sans pratiquement apporter d'argent frais.

Cet apport de l'Etat a permis une relance de l'investissement des groupes : après un recul de 8 % en 1982, sa croissance fut de 4 % en 1983 et 17 % en 1984 (en volume). Certaines entreprises agonisantes, comme PUK ou Bull, ont retrouvé une certaine santé. Seuls Renault et la sidérurgie ont aujourd'hui des résultats financiers désastreux.

En revanche, dans tous les autres domaines l'échec est la règle. L'emploi a connu dès les premières années des nationalisations, alors que le PCF participait pleinement au gouvernement, une hémorragie : dans la chimie (Elf, CDF-Chimie, PUK, Rhône-Poulenc), 10 000 emplois ont été supprimés entre 1981 et 1983 ; 33 000 suppressions d'emplois dans la construction électrique et

électronique dans la même période ; les effectifs de la sidérurgie sont passés de 152 000 en 1981 à 142 000 en 1983. Les suppressions se sont encore accélérées en 1984 dans la sidérurgie, l'automobile, la téléphonie...

Les groupes ont, sous l'impulsion des pouvoirs publics, accentué leur internationalisation : la part du chiffre d'affaires réalisée par les filiales étrangères est passée de 26 % en 1981 à plus de 30 % en 1984. Loin de mener une politique industrielle visant un développement plus « autocentré » de l'économie française, les groupes publics ont multiplié les investissements et les rachats d'entreprises à l'étranger, notamment aux Etats-Unis (Elf, Renault, CGE ; PUK au Canada).

Les contrats de plan signés début 1983 par Chevénement avec les dirigeants des groupes ne contenaient que des objectifs prévisionnels vagues. L'autonomie de gestion des dirigeants a été totalement respectée, le gouvernement ne nommant même pas de commissaire du gouvernement ou de mission de contrôle auprès des nationalisées de 1982, à la différence de ce qui avait été fait auprès des nationalisées dans le passé (à l'exception de Renault). Signe des temps, un patron de nationalisée a publié récemment, sous le pseudonyme de Pierre Dupont Gabriel, un livre intitulé *L'Etat-patron, c'est moi*, dans lequel il se vante ouvertement de rouler dans la farine les « experts » de l'administration qui prétendent influencer sa gestion. On a vu Renault vendre sa filiale spécialisée en machines-outils au groupe américain Allied Corporation, Matra se débarrasser de sa filiale « composants électroniques ». Et, récemment, Pébereau, P-DG de CGE, affirmer en dépit de l'évidence que l'accord qu'il veut passer avec le trust américain ATT (et qui offre à ce dernier 15 % du marché français du téléphone) avait reçu l'aval du gouvernement et était irréversible : ledit gouvernement n'a même pas réagi à ce grossier coup de force, Fabius renvoyant le règlement du dossier à l'après-mars 1986...

C'est dans le secteur bancaire que l'échec atteint des sommets quasiment surréalistes : outil prétendument destiné à orienter les ressources vers la croissance et la création d'emplois, en fonction des priorités du plan, le secteur bancaire a agi dans un sens exactement contraire : il s'est lancé comme jamais auparavant dans les activités lucratives d'ingénierie financière et de spéculation sur les devises, encouragé par les initiatives spectaculaires de Delors et Bérégovoy en matière de modernisation du système bancaire. De l'avis général des spécialistes, la nationalisation de la quasi-totalité du secteur

bancaire a constitué un coup d'épée dans l'eau : ni les dirigeants (toujours recrutés au sein de la caste extrêmement fermée des banquiers et énarques), ni, surtout, les méthodes n'ont été changées. Pour s'en convaincre il suffit de rappeler la réponse de Fabius au journaliste qui, à « L'heure de vérité » le 8 janvier dernier, lui demandait pourquoi les banques nationalisées finançaient les opérations illégales d'Hersant : « *Elles font leur métier.* »

La conclusion qui s'impose est claire : en l'absence d'une intervention massive et active des travailleurs, d'un changement très profond du personnel dirigeant et d'une modification radicale des objectifs et des relations internationales des groupes, la nationalisation se résume à celles des pertes. C'est tout naturellement que la droite se prépare à reprivatiser les firmes les plus rentables. Jusqu'à ce qu'une nouvelle faillite donne l'occasion de nationaliser à nouveau pour restructurer... Un tel scénario n'est pas le fruit d'une imagination malsaine ni ne relève du procès d'intention : c'est exactement la politique proposée par Jean Peyrelevade, président de la Compagnie financière de Suez et ex-principal conseiller économique auprès de Mauroy à Matignon, dans un article de *la Tribune de l'économie* (28 novembre 1985) : « *Socialisation des pertes ? Certes ! Et alors ? (...) Le passage, total ou partiel, par le secteur public est donc transitoire. Le principe est le retour, total ou partiel, au privé, toutes restructurations faites et la rentabilité restaurée.* » Ce n'est pas encore la doctrine officielle du PS. Mais le seul argument des socialistes contre les dénationalisations est qu'il faut laisser travailler les groupes sans les traumatiser à nouveau...

Quant au PCF, sa dénonciation de la politique socialiste est aussi virulente aujourd'hui que ses critiques étaient discrètes en 1981-1982, alors que l'orientation était exactement la même. Et on ne peut manquer de s'interroger sur la place qu'occupent aujourd'hui les nationalisations et le secteur public dans la stratégie affichée du PCF. Ces thèmes occupent six pages sur les quatre cent soixante que compte *l'Economie à bras-le-corps* de P. Herzog. Le miroir aux alouettes des économistes communistes s'appelle aujourd'hui « nouveaux critères de gestion » et non plus « nationalisations ».

I. Pour l'évaluation du bilan des nationalisations, cf. H. Rouilleault, « *Groupes publics et politique industrielle* », *Economie et prévision* 85/4, et A. Ferron, « *Des critères qui ont poussé à l'efficacité des financements* », *Economie et politique*, septembre 1985.

Reconquête du marché intérieur, où sont tes victoires ?

EN même temps qu'il nationalisait les banques et sept grands groupes industriels, le gouvernement Mauroy tentait de définir une politique de reconquête du marché intérieur dans des branches où les faillites d'entreprises et le chômage étaient élevés, le déficit commercial très important.

Il s'agissait de rompre avec la politique des créneaux. L'objectif était d'assurer une production nationale dans une branche en mutation rapide : l'électronique.

Par des aides importantes aux entreprises concernées, le gouvernement voulait développer et moderniser l'appareil productif, soutenir les investissements, accroître et diversifier les productions, faire reculer les importations et même créer des emplois. A l'heure où le Parti socialiste part en campagne pour glorifier le bilan gouvernemental, il reste étrangement discret sur ce chapitre. Peut-être n'est-il pas inutile de rafraîchir un peu les mémoires défaillantes.

La filière électronique

La filière électronique fut l'axe central de la stratégie industrielle alors revendiquée. Performante sur quelques créneaux (l'électronique professionnelle civile et militaire, les télécommunications), l'industrie électronique française souffrait de retards et d'insuffisances énormes dans des domaines décisifs : les composants, l'informatique, la mécatronique (application de l'électronique aux machines-outils), la bureautique et l'électronique grand public.

Il fallait désormais être présent sur toute la filière, depuis les composants jusqu'aux logiciels, maintenir l'avance des secteurs performants et combler les retards des autres.

Les grands groupes japonais et américains l'avaient bien compris qui intégraient de plus en plus des activités différentes (telle l'expansion d'IBM dans le secteur des microprocesseurs, des télécommunications et satellites).

Les entreprises nationalisées devaient être les pivots de la construction de la filière. Thomson devait se recentrer sur les activités militaires, les composants et l'électronique grand public (en rachetant Telefunken). La CGE et sa filiale CIT-Alcatel sur les télécommunications et la bureautique. Bull sur l'informatique. Matra sur l'armement, les composants et l'informatique.

Les aides globales de l'Etat devaient s'élever à 6 milliards de francs en 1982, 9,6 milliards en 1983, 11 milliards en 1984. Mais le maillon faible restait la machine-outil. Les PME françaises présentes dans ce

secteur n'avaient pas su, faute de moyens, opérer le tournant de l'électronique : plus de 60 % des machines à commande numérique, robots, ordinateurs industriels étaient alors d'origine étrangère. Moins de 15 % des machines françaises étant exportées.

Le plan avait plusieurs volets :

- fusionner les principales PME dans des groupes capables de présenter des gammes complètes de machines ;
- faire entrer dans le capital de ces groupes les principales nationalisées ;
- développer le secteur biens d'équipement de Renault.

Onze milliards de francs de l'Etat et du Fonds de développement économique et social (FDES) ont été consacrés à ces restructurations et investissements. « *L'enjeu est considérable* », déclarait Jean Le Garrec. « *C'est notre indépendance, notre emploi, notre niveau de vie. C'est à terme une nouvelle hiérarchie des puissances industrielles.* »

Cinq ans après, un silence pudique est tombé sur ces grandes ambitions. Le pari n'a pas été tenu : une filière cohérente n'a pu être mise sur pied. Si les secteurs forts ont maintenu leur avance (et l'on voit un gouvernement socialiste s'enorgueillir de vendre le système de transmission RITA à l'armée américaine !), l'électronique grand public piétine en raison d'un pouvoir d'achat en baisse, les composants ne progressent que très lentement sur un marché fluctuant (la très forte reprise du marché mondial dans ce secteur en 1984 a vu l'industrie française perdre à nouveau des parts de marché), et le déficit extérieur dans l'informatique est passé en trois ans de 1,7 à 5,6 milliards de francs. Mais le plus grave échec est celui de la machine-outil. Dans ce secteur, les faillites de PME se sont multipliées (Ramo, Cazeneuve, Dufour, Huré...), plusieurs milliers d'emplois ont été perdus, tous les grands groupes nationalisés se sont retirés, Renault a sacrifié ses biens d'équipement (sa filiale spécialisée Renix a été vendue à un groupe américain).

La France, cinquième producteur mondial il y a dix ans, n'est plus qu'au neuvième rang. Les investissements progressent mais la pénétration étrangère est de plus en plus forte : l'INSEE écrit dans sa note de conjoncture de décembre 1985 que « *dans les biens d'équipement professionnels, la poursuite de l'investissement en matériel des entreprises en 1985 a profité aux producteurs étrangers plus qu'aux producteurs nationaux* ».

Les plans de rigueur et le « réalisme » ont eu raison des rêves de filière au profit d'un retour à la politique des créneaux jadis tant décriée.

Pouvait-il en être autrement ? Pas dans la mesure où le marché était ouvert à des concurrents japonais, alle-

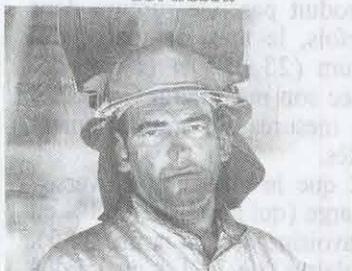
mands ou américains dix fois plus puissants, détenant une avance technologique importante et où l'objectif absolu assigné par Fabius, à partir de 1984, aux nationalisées était l'équilibre de leurs comptes dès 1986. Il fallait au plan productique un certain protectionnisme et un soutien sur le long terme des nationalisées industrielles et bancaires pour pouvoir aboutir.

La logique de la compétition internationale et de la rentabilité financière ne donnait aucune chance aux secteurs en difficulté de combler leur retard. Il ne restait aux entreprises qu'à signer des accords avec de grands groupes étrangers (Thomson et JVC, Bull et Siemens, CGE et Italtel...) ou à disparaître comme ce fut le cas dans la machine-outil.

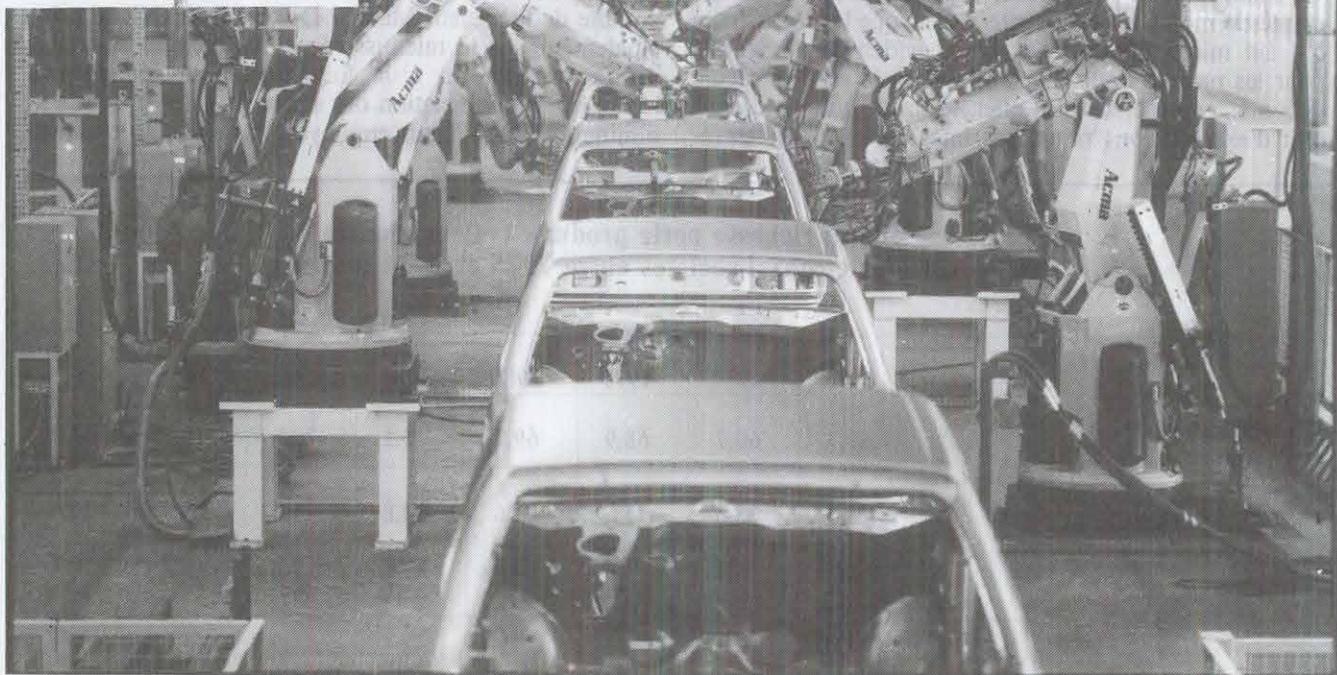
Le plan textile

Le plan textile visait à enrayer un déclin déjà ancien. De 1970 à 1980, la production a reculé de 15 % en volume, les effectifs de 40 % (15 000 emplois ont été supprimés chaque année), le nombre d'entreprises de 30 %. Le manque de moyens de nombreuses PME, la

**Celui qui donne
le meilleur de lui-même
a droit à une part équitable.
Lui aussi.**



**Maintenant, priorité
aux travailleurs manuels.**

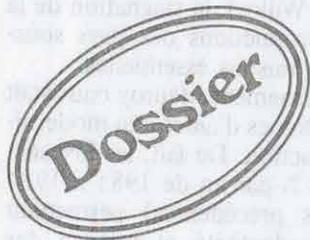


faiblesse des investissements (on se souvient des spéculations immobilières des frères Willot), la stagnation de la demande et la percée des productions des pays sous-développés en constituent les raisons essentielles.

Le plan du premier gouvernement Mauroy consistait à accorder deux milliards de francs d'aides à la modernisation des capacités de production. De fait, les investissements ont progressé de 28 % par an de 1981 à 1984 (au lieu de 9 % les années précédentes) permettant automatisation, gains de productivité et relance des exportations.

Mais ces résultats ne doivent pas cacher que les suppressions d'emplois dans la branche se sont poursuivies, même si ce fut à un rythme ralenti, tandis que le maintien de bas salaires et l'extension de la flexibilité ont aggravé la condition des salariés.

D'autre part, respectueux des décisions de Bruxelles, l'Etat, depuis 1983, n'accorde d'aides qu'aux investissements de productivité et non à l'augmentation des capacités de production. Ce qui limite considérablement les objectifs de reconquête du marché intérieur (le déficit commercial reste élevé dans ce domaine) et laisse présager de nouvelles suppressions d'emplois.



Le redressement des profits

SI la situation financière des entreprises françaises s'est relativement dégradée de 1973-74 jusqu'en 1981-82, la tendance s'est inversée sous le gouvernement de gauche. En effet, depuis 1982, la part des profits dans la valeur ajoutée des entreprises augmente de façon très sensible.

A partir de 1973 le taux de marge des entreprises, qui mesure le rapport entre le profit brut (ou excédent brut d'exploitation) et la richesse nette produite (ou valeur ajoutée) s'est orienté à la baisse. Pour l'ensemble des sociétés, il est passé de 25,3 % en 1975 à 23,8 % en 1981 (voir tableau).

Une telle évolution s'explique assez simplement. Avec la crise, la production et la vente des marchandises ralentissent. Comme le prix des matières premières (notamment énergétiques) augmente, la richesse nette produite (ou valeur ajoutée) augmente de moins en moins vite. Le produit intérieur brut (PIB), qui augmentait de 5,9 % par an en 1970, n'augmente plus que de 0,3 % en 1975, de 3,3 % en 1978 et de 1,4 % en 1980.

Par ailleurs, les salariés résistent aux attaques et aux plans d'austérité. Dans ces conditions, la part des salaires directs et indirects dans la valeur ajoutée des sociétés et quasi-sociétés se maintient, voire augmente légèrement : de 69,3 % en 1975, elle passe à 69,7 % en 1980 (voir tableau).

Pour résumer : le gâteau (valeur ajoutée, PIB) augmente de moins en moins vite, tandis que les travailleurs ont fait mieux que résister. C'est évidemment mauvais pour les profits. Pourtant, là n'est pas le seul problème de « nos » entreprises. En effet, le profit brut (excédent brut d'exploitation) ne va pas intégralement aux entre-

prises et à leurs propriétaires. Une part de celui-ci est constitué de frais financiers, c'est-à-dire le remboursement des emprunts et les intérêts versés aux banques. Or ces frais financiers augmentent fortement (7,9 % de la valeur ajoutée des sociétés en 1975, 10 % en 1981).

Bien plus que les impôts, dont la part dans la valeur ajoutée reste stable (3,5 % de la valeur ajoutée des sociétés en 1980), les frais financiers, contre-partie d'un fort endettement, constituent donc un fort handicap pour les profits et pour l'investissement futur des entreprises.

1982 : le retournement

Le 10 mai 1981 n'introduit pas une rupture dans l'évolution observée. Toutefois, le taux de marge des sociétés atteint son minimum (23,8 %) et la part des salaires dans la valeur ajoutée son maximum. On peut y voir l'effet des premières mesures du gouvernement Mauroy en faveur des salariés.

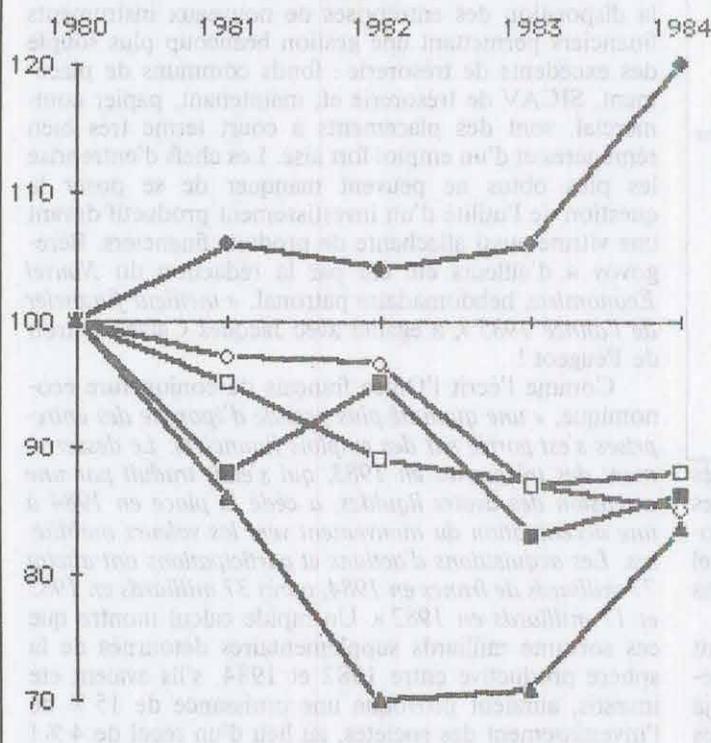
C'est à partir de 1982 que la tendance s'inverse : augmentation du taux de marge (qui passe de 23,8 % en 1981 à 26,4 % en 1984 et avoisine 29 % à la fin 1985), diminution de la part des salaires (de 71,1 % en 1981 à 68,6 % en 1984) pour l'ensemble des sociétés et quasi-sociétés.

Le rétablissement des profits est bien sûr à mettre au compte de la rigueur Mauroy-Delors. Il s'explique principalement par le ralentissement des charges salariales des entreprises dû à la fois au démantèlement des mécanismes d'indexation des salaires sur les prix et à la diminution des effectifs employés. Par ailleurs, le niveau

Le partage de la richesse nette produite (valeur ajoutée) par les sociétés et quasi-sociétés entre 1975 et 1984 (en %)

	1975	1977	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Rémunération des salariés	69,3	69,7	68,9	69,7	71,1	70,8	70,4	67,9
Excédent brut d'exploitation (profit brut)	25,3	25,3	25,3	24,6	23,8	24,0	24,4	26,4
dont frais financiers	7,9	8,1	7,4	8,6	10,0	10,2	10,2	10,2

Source : Comptes de la Nation.



- ◆ INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES
- ◇ MATERIEL DE TRANSPORT TERRESTRE
- BIEN D'EQUIPEMENT MENAGER
- BIEN D'EQUIPEMENT PROFESSIONNEL
- ▲ BIENS INTERMEDIAIRES

des prélèvements obligatoires (impôts + cotisations sociales) sur les entreprises se stabilise aux alentours de 29,5 % de leur valeur ajoutée.

Pourtant, comme le fait justement remarquer Michel Devillers dans une récente étude de l'INSEE, « la baisse du pouvoir d'achat des salaires aurait pu provoquer une évolution récessive défavorable aux entreprises s'il n'y avait pas eu d'excellentes conditions pour les exportations ». Les ajustements (dévaluations) du franc, s'ajoutant à une reprise des échanges internationaux, ont en effet permis une augmentation des ventes des entreprises françaises à l'étranger.

Par ailleurs, cette amélioration globale du taux de marge des entreprises n'est pas spécifique à la France. On l'observe dans presque tous les pays capitalistes développés où les politiques d'austérité dirigées contre les salaires directs comme indirects et contre l'emploi ont, de ce point de vue, porté leurs fruits. Nos « réalistes » élus du 10 mai n'ont donc pas péché par excès d'originalité !

Mais les difficultés persistent

Entre 1983 et 1984, les défaillances d'entreprises ont augmenté de 10,2 % et se maintiennent à un niveau élevé (25 018 en 1984). Trois raisons expliquent cet état de fait.

Le poids de l'endettement est tel pour certaines entreprises que le redressement du taux de marge est insuffisant pour faire face aux engagements pris.

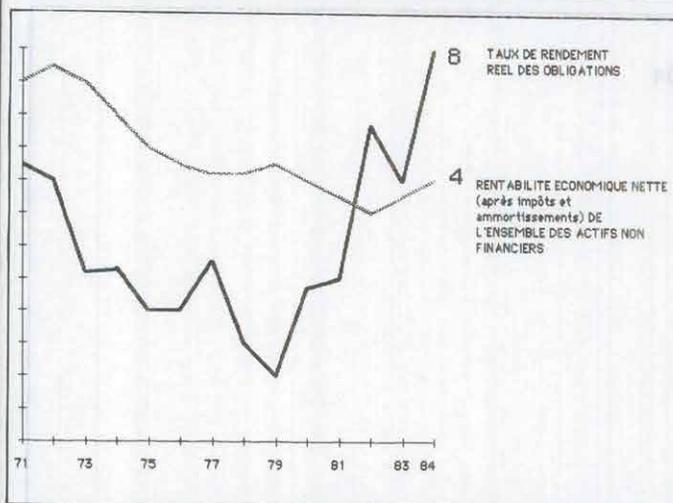
◇ Le recul du marché intérieur, conséquence directe de l'austérité (il faut réduire la demande intérieure pour exporter...) affecte particulièrement certains secteurs comme le bâtiment, le commerce de détail (où la réduction globale de la demande s'accompagne de la part croissante de marché contrôlée par les grandes surfaces), la réparation automobile, les services aux particuliers, etc.

◇ La hausse globale du taux de marge des entreprises provient surtout des grandes entreprises nationales en position de monopole telles les PTT et EDF. Cette part dans l'excédent brut d'exploitation des sociétés (profit brut) est en effet passée de 14,9 % en 1981 à 18,4 % en 1984.

Ainsi, l'argumentation des experts patronaux, qui ont opposé tout au long de l'année 1985 un profond scepticisme aux déclarations triomphantes du gouvernement sur le redressement des profits, ne semble pas dénuée de fondements. En outre, ces aspects va être à présent examiné, cette relance de la rentabilité n'a pas encore enclenché une reprise dynamique de l'accumulation capitaliste. C'est la question du blocage de l'investissement.

Pour juger du dynamisme d'une économie, il est décisif d'examiner comment et combien ses entreprises investissent. En effet, l'investissement, c'est-à-dire l'achat de biens (machines, bâtiments...) ou de services (technologies, recherche...) destinés à maintenir et accroître le potentiel de production, reflète et amplifie les hauts et les bas de la santé du système capitaliste. Le profil de l'investissement matériel des diverses branches industrielles est à cet égard évocateur : si l'on prend pour référence le niveau de l'investissement en 1980 (donc 1980 = base 100), seul le secteur des industries agricoles et alimentaires a fait mieux en 1984 (127,3 en volume, donc déduction faite de la hausse des prix). Tous les autres secteurs enregistrent en 1984 un niveau d'investissement inférieur de 10 % et plus par rapport à celui de 1980. C'est dire que le redressement de l'investissement industriel en 1984 (+ 10 %), qui s'est d'ailleurs ralenti en 1985 (+ 6 % selon une estimation provisoire), ne constitue qu'un rattrapage encore très partiel (voir graphique 1).

Parmi les secteurs dont le redressement est spectaculaire en 1984, celui des biens intermédiaires se signale particulièrement. La relance vigoureuse des investisse-



ments y est due essentiellement aux groupes nationalisés en 1982 (PUK, Rhône-Poulenc, Saint-Gobain). Les perspectives de 1986 sont d'ailleurs encore moins favorables, la croissance prévue de l'investissement industriel n'étant que de 2 % en volume. Seule l'industrie des biens d'équipement continuerait sur la lancée de 1985.

Un autre indice de la langueur de l'investissement peut être noté : la part de l'amortissement (valeur nécessaire au simple renouvellement des équipements déjà existants) dans l'investissement total des entreprises augmente, de 67 % en 1980 à 83 % en 1984. Cela indique qu'une part décroissante de l'investissement sert à acheter des équipements visant à augmenter les capacités de production. Encore un signe du faible dynamisme de l'accumulation.

Un théorème mensonger

Vient alors la question fatidique pour les tenants du théorème de Schmidt-Delors (« *Les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain* ») : pourquoi la hausse du taux de marge des entreprises et leur actuelle aisance financière ne débouchent-elles pas sur un boom des investissements ? De l'avis général, le parc industriel français a besoin d'être considérablement modernisé pour soutenir la compétition internationale. En outre, les capacités actuelles de production ne permettraient pas de satisfaire une croissance rapide de la demande interne (consommation) ou externe (exportations). Il y a donc un besoin objectif considérable d'investissements de productivité et de capacité.

Trois raisons, tenant aux contradictions du régime capitaliste, bloquent actuellement la réponse à ce besoin.

◇ La situation financière précaire de bon nombre d'entreprises françaises les a amenées à privilégier le désendettement par rapport à l'investissement : diminuer la part des dettes à long terme dans le passif du bilan permet aux industriels de desserrer un peu la tutelle des banques.

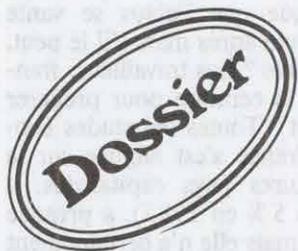
◇ Plus important : le phénomène de ciseaux entre des taux d'intérêt très attractifs sur les marchés financiers et une rentabilité économique affaiblie des capitaux productifs investis. Le graphique 2 l'illustre bien : alors que le taux de profit des capitaux non financiers connaît un léger mieux en 1984, le rendement moyen réel des obligations fait un bond vers le haut sans précédent du fait de la chute de l'inflation et du maintien de taux nominaux élevés.

Bérégovoy se glorifie particulièrement d'avoir mis à la disposition des entreprises de nouveaux instruments financiers permettant une gestion beaucoup plus souple des excédents de trésorerie : fonds communs de placement, SICAV de trésorerie et, maintenant, papier commercial, sont des placements à court terme très bien rémunérés et d'un emploi fort aisé. Les chefs d'entreprise les plus obtus ne peuvent manquer de se poser la question de l'utilité d'un investissement productif devant une vitrine aussi alléchante de produits financiers. Bérégovoy a d'ailleurs été élu par la rédaction du *Nouvel Economiste*, hebdomadaire patronal, « meilleur financier de l'année 1985 », à égalité avec Jacques Calvet, patron de Peugeot !

Comme l'écrit l'Office français de conjoncture économique, « une quantité plus grande d'épargne des entreprises s'est portée sur des emplois financiers. Le desserrement des trésoreries en 1983, qui s'était traduit par une extension des avoirs liquides, a cédé la place en 1984 à une accentuation du mouvement vers les valeurs mobilières. Les acquisitions d'actions et participations ont atteint 77 milliards de francs en 1984, après 37 milliards en 1983 et 17 milliards en 1982 ». Un rapide calcul montre que ces soixante milliards supplémentaires détournés de la sphère productive entre 1982 et 1984, s'ils avaient été investis, auraient provoqué une croissance de 15 % de l'investissement des sociétés, au lieu d'un recul de 4 % !

L'argument des difficultés financières des entreprises comme principal obstacle à l'investissement n'apparaît guère sérieux à la lumière de ces données. L'atonie de l'investissement renvoie en dernière analyse à la fois à l'insuffisance des profits réalisés et à la faiblesse des profits anticipés. Selon le classique cercle vicieux, l'accroissement du taux d'exploitation a permis de redresser provisoirement la rentabilité, mais les perspectives de croissance, et donc de profits supplémentaires, sont tuées dans l'œuf par la même politique d'austérité qui avait d'abord rétabli les profits. Ce qui conduit au troisième facteur de blocage de l'investissement.

◇ La faiblesse de la demande interne. La relance pré-électorale de fin 1985-début 1986, grâce aux diminutions d'impôt et au remboursement anticipé de l'emprunt obligatoire de 1983, ne doit pas faire illusion : l'extraordinaire fragilité de l'équilibre actuel de la balance des paiements, obtenue grâce à la stabilisation du commerce extérieur interdit tout espoir de prolonger ce mouvement. L'enquête de conjoncture de l'INSEE auprès des chefs d'entreprise montre que l'insuffisance de la demande devient le principal souci des patrons, prenant le pas sur la hausse des charges et l'insuffisance des prix de vente. C'est la première fois depuis dix ans que cela se produit. C'est dire que ce profond pessimisme sur le dynamisme du marché français ne pousse guère à accroître les capacités de production. Pas en France, en tout cas. Il est vrai que l'investissement à l'étranger, surtout sous la forme de rachats d'entreprises en difficulté, s'est considérablement développé de la part des grandes entreprises françaises, principalement aux Etats-Unis. Elf-Aquitaine, Michelin, Renault, Péchiney, CGE se sont rués ou ont tenté de percer sur le marché américain, le seul débouché dynamique depuis trois ans. L'exportation des capitaux et des emplois ne semble pas pouvoir remédier au marasme du capitalisme français. C'est pourtant la voie empruntée par les socialistes, après avoir jeté par-dessus bord leurs magnifiques plans de reconquête du marché intérieur et de politique industrielle.



Conclusion : l'austérité sans issue

LA France vient donc de vivre presque cinq années de gestion réformiste « chimiquement pure ». Chimiquement pure au sens où jamais la mobilisation des travailleurs n'a été suffisamment forte pour peser directement sur la politique économique et sociale suivie et imposer des solutions qui auraient été plus loin que celles souhaitées par le gouvernement¹. Pour expliquer les difficultés ou les échecs, il est impossible pour les partis réformistes d'incriminer, comme ils l'ont fait au moment du Front populaire ou des expériences chilienne et portugaise, les « impatiences » des travailleurs et le « gauchisme ». Les réformistes ont donc pu élaborer leur politique « librement », gérer comme ils l'entendaient la confrontation avec les patrons français et le capitalisme international. Dès le début, en effet, les travailleurs ont fait preuve de patience, acceptant de reporter à 1985 (c'est-à-dire, l'expérience l'a montré, aux calendes grecques) le passage aux 35 heures au moment de l'accord honteux de juillet 1981 sur les 39 heures.

Qui n'avance pas recule. Les travailleurs ne poussant pas, restant attentistes par rapport au gouvernement, alors composé essentiellement du PS et du PCF, l'autre camp, un moment désorienté, a repris l'offensive. D'abord progressivement, puis plus clairement à partir de mars 1983², la politique gouvernementale a réintégré la voie de l'austérité suivie par la France depuis l'automne 1976 et la mise en route du plan Barre. « *Ainsi, depuis le début 1983, la politique économique s'inscrit dans la ligne de stratégie à moyen terme de l'OCDE* » : voilà ce qu'on peut lire dans une étude consacrée à la France en juillet 1985 par l'Organisation de coopération et de développement économique, organisme de coordination des politiques économiques des principaux pays capitalistes, largement influencé par les Etats-Unis et la RFA.

Très rapidement la gauche au pouvoir, après quelques réformes dont nous avons fait le bilan ci-dessus, a donc renoncé à toute politique de rupture, même partielle, avec la logique du capitalisme international. Il faut le dire clairement : il n'y a plus aucune différence qualitative entre la politique économique du gouvernement de gauche en France et celle suivie dans les autres pays capitalistes dirigés par des gouvernements de droite.

Certes, certains diront : la France n'a pas connu de véritable récession, le pouvoir d'achat des ménages a moins souffert que dans d'autres pays. C'est vrai. Mais c'était déjà vrai sous la droite, le plan Barre était moins « dur » que les traitements de choc pratiqués ailleurs. Le rapport de forces social en France est tel que, si la classe ouvrière n'a pas pu imposer une politique différente, la

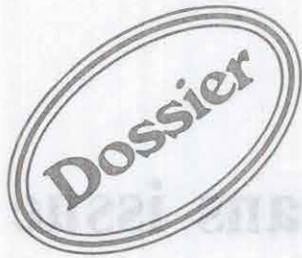
bourgeoisie ne peut, de son côté, faire passer d'un seul coup toutes ses solutions, d'autant qu'aucune force politique de droite ne dispose d'une recette miracle pour sortir de la crise.

Il faut refuser les bilans mystificateurs du type : « *Au terme de cinq années de gouvernement, la gauche aura réussi, avec plus de douceur qu'ailleurs, un assainissement qui était en partie nécessaire à une reprise durable.* » (*La Gauche face à la crise* de A. Fonteneau et P.-A. Muet, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.) Nous venons de voir les vraies causes de cette « plus grande douceur ». Passons au prétendu assainissement. En fait d'assainissement, nous dirons, pour notre part, que pendant ces années de gouvernement de gauche la classe dominante a marqué des points contre les travailleurs et leur a imposé les éléments d'une réponse bourgeoise à la crise :

► En matière salariale : d'une part, la désindexation (c'est-à-dire la fin de la liaison entre augmentation des salaires et des prix), les directives gouvernementales dans le secteur public jouant un rôle moteur en ce domaine ; d'autre part, la remise en cause des modalités de discussion collective qui permettaient de faire peser le poids de la classe ouvrière organisée : il y a moins d'accords de branche, mais davantage d'accords d'entreprise, moins de hausses uniformes du taux de salaire mais une plus grande individualisation avec un poids plus important des primes attachées aux résultats. Dans la foulée, le patronat et la droite rêvent à présent de supprimer la garantie que constitue pour les travailleurs les plus mal payés l'existence du SMIC.

► Le refus de toute mesure générale de réduction du temps de travail pour lutter contre le chômage, fléau qui, au-delà du chiffre lui-même (2 350 000 personnes, soit un dixième de la population active), pèse sur les conditions de vie d'un grand nombre de familles ouvrières, appauvrit certaines régions et favorise la propagande raciste.

Ces deux éléments, avec d'autres, jouent dans le même sens : l'accentuation des divisions de toute nature, la remise en cause de la solidarité nécessaire entre les travailleurs. Pour reprendre une expression de Fabius, son gouvernement, celui de Mauroy auparavant, avec le discours mystificateur sur « l'entreprise », a continué le « *sale boulot* » nécessaire à la bourgeoisie : la désorganisation de la classe ouvrière, l'aiguïssement des tensions en son sein (actifs/chômeurs, hommes/femmes, Français/immigrés, voire même oppositions entre salariés de différents établissements et différentes régions comme on l'a vu avec la restructuration des Charbonnages et de la



sidérurgie). La politique des réformistes rend ainsi possible de nouvelles offensives anti-ouvrières, qui seront plus brutales si la droite revient au pouvoir en mars prochain. Outre la cible du SMIC que nous venons d'évoquer, elles viseront à mettre en cause les garanties générales offertes par la Sécurité sociale, afin de favoriser les systèmes à plusieurs vitesses, elles continueront à s'attaquer au droit au travail (« flexibilité », levée de toute entrave à la « liberté de licencier », etc.). Sans parler de tous les autres secteurs dans lesquels l'application d'une austérité renforcée frappera d'abord les travailleurs, notamment les crèches et l'école publique.

Dernier point : la politique que Fabius se vante d'avoir menée, et qu'il poursuivra après mars s'il le peut, conduit-elle à une reprise durable ? Les travailleurs français se serrent-ils aujourd'hui la ceinture pour préparer des lendemains qui chanteront ? Toutes les études économiques le soulignent : la France s'est alignée sur la politique économique des autres pays capitalistes, a réduit son inflation (moins de 5 % en 1985), a presque rétabli ses comptes extérieurs, mais elle n'a certainement pas accompli un saut décisif qui modifierait le rapport de forces en sa faveur vis-à-vis de ses partenaires impérialistes. Fait particulièrement net si l'on considère à la fois le taux de pénétration des produits manufacturés étrangers sur le marché français, qui ne cesse d'augmenter depuis plusieurs années, et les exportations françaises, pour lesquelles les ventes souvent politiques et irrégulières d'Airbus et de matériel militaire jouent un rôle important, alors que sur les autres biens on constate des pertes de parts de marché.

Pourquoi cette situation ? D'abord parce que, dans le contexte français, cette politique qui consiste à faire pression sur les salaires pour améliorer la compétitivité, pour redresser la situation financière et donc, théoriquement, les investissements des entreprises, bute sur une contradiction centrale. En s'attaquant à la demande intérieure, une telle politique casse un moteur indispensable de l'investissement. C'est d'autant plus grave que l'industrie française, telle qu'elle a été héritée des gouvernements de droite, présente de nombreux points de

Social-démocratie d'hier et d'aujourd'hui

« Une économie nationale, aussi longtemps qu'elle reste ouverte aux lois de la concurrence et au courant des échanges, aussi longtemps qu'elle conserve le caractère d'un marché et qu'elle recherche des débouchés, est soumise à l'équilibre du milieu dans lequel elle est baignée, et qui n'est autre que l'économie universelle. Une loi commune, un usage commun s'imposent à elle et si elle brave trop hardiment ce code universel, chaque infraction l'expose à de dures sanctions dans l'ordre commercial, dans l'ordre monétaire et même, par voie de conséquence, dans l'ordre politique.

« Pour y échapper, il faut donc nécessairement, ou bien que la nation réformatrice ferme ses communications avec le dehors, coupe le courant normal de la concurrence et des échanges et s'enclose rigoureusement dans les cadres d'une autarcie despotique — comme l'ont fait la Russie soviétique et l'Allemagne nazie — ou bien qu'elle accepte de devenir la patrie d'un tout et de loger son action propre dans une action de caractère universel. La France répugne à la première solution ; elle devra donc appliquer toute sa volonté à faire prévaloir la seconde.

« Si l'on veut bien se reporter de quelques années en arrière, on se rendra compte que le gouvernement du "Front populaire", à direction socialiste, constitué en France au milieu de 1936, s'est retrouvé en face de ces alternatives, encore que son programme ne comprit pas de transformations sociales très profondes. »

Léon Blum, *A l'échelle humaine*, texte de décembre 1941. (Cité par A. Fonteneau et P.-A. Muet, *la Gauche face à la crise*, Presse de la FNSP).

◇ Le texte ci-contre se trouve en exergue d'un ouvrage globalement favorable à la politique économique de la gauche depuis 1981. De Blum (président du Conseil du Front populaire en 1936-1937) à Mitterrand, l'histoire semble effectivement bégayer.

Le raisonnement est simple :

— Premier paragraphe : un constat lucide (à condition d'appeler un chat un chat et de remplacer le mot « universel » par « capitaliste »).

— Second paragraphe : des solutions repoussoirs : la « Russie soviétique » et l'Allemagne nazie, et une alternative creuse : « devenir la patrie d'un tout ». On remarquera l'escroquerie qui consiste à mettre sur le même plan l'Allemagne d'Hitler et la « Russie soviétique », ce qui vise à discréditer toute perspective révolutionnaire, en confondant la Révolution russe et l'URSS de la contre-révolution stalinienne.

Autrement dit, en langage moderne : la contrainte extérieure est telle que, sauf à se transformer en une grande Albanie, la France isolée ne peut appliquer aucune réforme profonde. La seule possibilité se trouverait au niveau européen, mais comme les Allemands et les Anglais ne veulent pas, on ne peut rien faire, sinon gérer la boutique.

On remarquera comment le même raisonnement, théorisant le refus de l'affrontement avec la bourgeoisie internationale, permet en 1941 à Blum de justifier ses capitulations de 1936-1937 et, à peine transposé, peut encore servir en 1986 et, pourquoi pas, sera encore utilisé la prochaine fois !

En fait, ce qui a manqué aux dirigeants réformistes du PS et du PCF lors du Front populaire, de la Libération et de 1981 à 1986, c'est la volonté politique. Pas les analyses économiques !

faiblesse qui ne peuvent être surmontés en laissant jouer les lois du marché. Par ailleurs, tous les autres pays capitalistes sont en train de mener la même politique et se livrent une véritable course à la compétitivité qui constitue une spirale sans fin (je baisse mes salaires, tu baisses tes charges sociales, je rebaisse mes salaires, etc.). Et ce d'autant plus que des secteurs entiers des bourgeoisies des différents pays se sont adaptés au contexte de récession de la demande et de la production en développant diverses activités spéculatives : dans beaucoup de grandes entreprises, le trésorier joue maintenant un rôle aussi important que les responsables de la production et de la commercialisation, et les placements financiers constituent une alternative de plus en plus préférée aux investissements.

Après cinq ans de gouvernement de gauche, la France se porte à peu près aussi bien (ou plutôt aussi mal) que les autres pays capitalistes avancés. Les socialistes en sont fiers : « *Nous avons prouvé, disent-ils, que la gauche comme la droite, savait gérer une économie.* » Mais ils n'avaient pas été élus pour cela ! Quant à nous, que les réformistes soient aussi bons que la droite, non seulement pour gérer l'économie capitaliste, mais aussi pour mener des guerres coloniales et des tas d'autres choses du même acabit, nous le savions depuis longtemps !

Plus que jamais, dans la période qui vient, au-delà des échéances électorales, l'enjeu sera la reconstitution des capacités de la classe ouvrière à peser sur la situation, de l'atelier et du bureau jusqu'au pays tout entier. C'est ainsi que nous avancerons vers une vraie sortie de la crise. Mais, pour cela, il faut non seulement être partie prenante de toutes les luttes afin d'obtenir des succès, même partiels, mais aussi pour convaincre un nombre de plus en plus grand de travailleurs qu'il n'y a pas de solution hors de la rupture avec ce système qui unit oppression, exploitation et irrationalité³. Car ces cinq années de « gestion de gauche » auront au moins prouvé une chose : on n'infléchit pas l'économie capitaliste dans le sens de la résorption du chômage et de la production en fonction des besoins sociaux. Si le capitalisme est flexible, sa logique globale ne l'est pas. A cet égard, les « nouveaux critères de gestion » des économistes du PCF valent autant que les « nationalisations démocratiques » ou « l'autre politique » autrefois prônées par le PCF et le

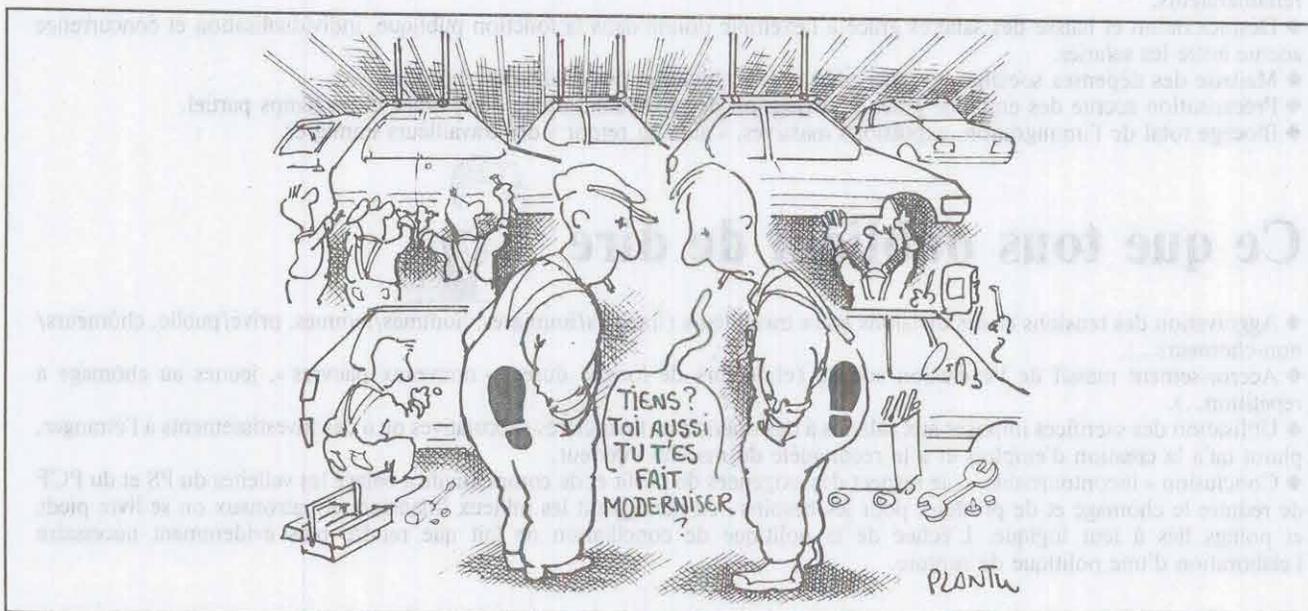
PS : autant, c'est-à-dire rien, en l'absence d'un bouleversement des rapports de pouvoir dans les entreprises ; rien, sans redéfinition globale des relations commerciales et financières avec le marché mondial ; rien, sans la volonté de développer systématiquement parmi les travailleurs le débat et les prises de décisions démocratiques concernant les priorités économiques et sociales.

Pour progresser dans cette voie, l'extrême gauche devra avancer dans la définition d'éléments de programme économique alternatif. Pendant les deux dernières années, sur la base d'une réflexion concernant la politique menée par la gauche depuis 1981, divers travaux ou propositions émanant soit d'individus, soit de revues économiques, soit de courants du mouvement syndical, soit d'organisations politiques ont vu le jour, inspirés, à des degrés divers, par la même préoccupation. Entre tous, le débat le plus ouvert est nécessaire. Pour notre part, nous y sommes prêts.

1. Sauf au moment du passage aux 39 heures lorsque l'action ouvrière a imposé la non-diminution du salaire.

2. Nul n'a oublié que le PCF, à l'époque, non seulement faisait partie du gouvernement Mauroy, mais s'est bien gardé de prendre une position claire et différente du PS dans les débats économiques sur la dévaluation, la sortie du Système monétaire européen et les conséquences de tel ou tel choix. De la part du PCF, les exemples d'amnésie en la matière se multiplient. Même dans des textes qui se veulent sérieux. Ainsi, Jacky Fayolle n'hésite pas à écrire dans un article d'Economie et politique (revue économique du PCF, numéro d'octobre 1985) : « Les dispositifs de contrôle des prix mis en œuvre par le gouvernement socialiste depuis 1982 ont participé à la logique capitaliste destructrice d'emplois en invitant les entreprises à une compression forte des dépenses salariales. » On peut être d'accord avec ce constat : effectivement la politique de réduction de la hausse des prix repose essentiellement sur la réduction du pouvoir d'achat des salaires et sur le développement du chômage. Mais pourquoi, à propos de l'année 1982, ne parler que de « gouvernement socialiste » ?

3. Cette façon de présenter la sortie de crise et de rappeler le caractère indissociable de la présence dans les luttes et sur le terrain idéologique est très rapide. Pour plus de détails nous renvoyons au livre de Christian Barsoc, *Les Lendemain de la crise* (éditions La Brèche). Par ailleurs, elle paraît réductrice, voire aberrante, à certains qui, tout en produisant des analyses économiques parfois intéressantes, ont quelquefois tendance à estomper les enjeux sociaux de la situation actuelle. A ce jeu-là, on s'expose à ne plus servir que de caution à des courants politiques dont le radicalisme verbal est à l'éclipse.



Ce qu'ils disaient qu'ils allaient faire



- ◆ Lutte contre le chômage par la réduction de la semaine de travail à 35 heures dès 1985 et la relance de la croissance économique.
- ◆ Augmentation rapide du pouvoir d'achat des bas salaires et des familles, cinquième semaine de congés payés, retraite à 60 ans.
- ◆ Nationalisation des grands groupes industriels et du crédit pour une politique industrielle de reconquête du marché intérieur et d'indépendance.
- ◆ Démocratisation de l'entreprise par l'association des travailleurs aux décisions et l'élargissement des droits syndicaux.
- ◆ Réforme fiscale abolissant les privilèges des rentiers et taxant les grandes fortunes et les hauts revenus.

Ce qu'ils se vantent d'avoir fait



- ◆ Stabilisation du chômage en 1985. Mais il y a 2 400 000 chômeurs officiels, 200 000 TUC, les stages-parking emploi-formation et insertion, les retraités à 60 ans et préretraités ; le nombre d'emplois est passé de 21 730 000 en 1981 à 21 320 000 en 1985.
- ◆ Cinquième semaine, retraite à 60 ans.
- ◆ Augmentation du pouvoir d'achat moyen de 5 % (*dixit* Fabius à « L'heure de vérité »). Mais ce chiffre publié par l'INSEE est triplement biaisé :
 - il prend 1980 et non 1981 comme année de départ, or 1980 était une très mauvaise année pour le pouvoir d'achat ; il était donc facile de faire mieux ;
 - il mélange toutes les sortes de revenus, y compris les soins hospitaliers, et les revenus du capital, qui ont connu des années très fastes...
 - il se base sur l'indice INSEE des prix, qui reflète mal l'évolution du coût réel de la vie.
- ◆ Rétablissement de l'équilibre du commerce extérieur. Mais cet équilibre est extrêmement fragile et conjoncturel puisqu'il repose non pas sur une meilleure compétitivité de l'industrie française (dont les parts sur le marché mondial n'ont pas progressé) mais sur :
 - la baisse des prix du pétrole et des matières premières ;
 - la baisse du dollar ;
 - la croissance zéro (ou 1 %) en France au contraire des principaux clients étrangers, ce qui diminue automatiquement les importations et favorise les exportations.
- ◆ Maîtrise de l'inflation. Mais la France n'a fait qu'accompagner le mouvement général de déflation dans les pays capitalistes avancés, dont les mécanismes essentiels sont l'effondrement du cours des matières premières (et du pétrole), avec toutes ses conséquences sur les populations des pays producteurs, et la baisse du pouvoir d'achat des salaires.

Ce dont les patrons les félicitent



- ◆ Rétablissement spectaculaire des profits des entreprises.
- ◆ Encouragement à la spéculation financière par la déréglementation bancaire et la création de nouveaux placements rémunérateurs.
- ◆ Désindexation et baisse des salaires grâce à l'exemple donné dans la fonction publique, individualisation et concurrence accrue entre les salariés.
- ◆ Maîtrise des dépenses sociales, en particulier par la réduction des droits des chômeurs.
- ◆ Précarisation accrue des emplois, grâce à l'extension des contrats à durée déterminée et du temps partiel.
- ◆ Blocage total de l'immigration, expulsions massives, « aide au retour » des travailleurs immigrés.

Ce que tous oublient de dire



- ◆ Aggravation des tensions et des divisions entre travailleurs (français/immigrés, hommes/femmes, privé/public, chômeurs/non-chômeurs...).
- ◆ Accroissement massif de l'exclusion sociale (chômeurs de longue durée, « nouveaux pauvres », jeunes au chômage à répétition...).
- ◆ Utilisation des sacrifices imposés aux salariés à des opérations financières spéculatives ou à des investissements à l'étranger, plutôt qu'à la création d'emplois et à la reconquête du marché intérieur.
- ◆ Conclusion « incontournable » : le respect des exigences de profit et de compétitivité a balayé les velléités du PS et du PCF de réduire le chômage et de produire pour les besoins ; en ménageant les milieux financiers et patronaux on se livre pieds et poings liés à leur logique. L'échec de la politique de conciliation ne fait que rendre plus évidemment nécessaire l'élaboration d'une politique de rupture.



La crise toujours

Lors de l'assemblée annuelle du Fonds monétaire international qui, en octobre dernier, s'est tenue à Séoul en Corée du Sud, cet organisme a révisé en baisse ses prévisions de croissance pour l'économie mondiale.

Dans le monde

Taux de croissance des produits nationaux (%)

	1984	1985	1986
Monde	+ 4,5	+ 3,1	+ 3,4
Pays industriels	+ 4,9	+ 2,8	+ 3,1
Pays en voie de développement	+ 4,4	+ 3,5	+ 4,1

Dans les pays capitalistes développés

L'organisation de coopération et de développement économique, qui regroupe les principaux Etats capitalistes, vient de publier à la fin du mois de décembre les prévisions concernant les pays membres.

Produit national brut (taux de croissance annuel, %)

	USA	Japon	RFA	France	OCDE
1984	6,8	5,8	2,7	1,6	4,9
1985	2,5	5	2,25	1	2,75
1986	2,75	3,5	3,25	2	2,75

Le profil de l'année 1986 devrait donc être très proche de celui de 1985 dans les pays industriels, d'autant plus que le FMI lui-même souligne que sa prévision d'une croissance légèrement plus rapide en 1986 est fondée sur des hypothèses largement incertaines.

Il en est de même pour les pays dits en voie de développement, avec toutes les conséquences que cela implique non seulement sur les conditions de vie de leurs populations (qui ne préoccupent pas beaucoup les milieux financiers internationaux), mais aussi sur leur capacité d'importation (ce qui retentit sur le niveau d'activité des pays développés).

Par ailleurs, aucune avancée réelle n'a été faite pour régler le problème de la dette.

Ces chiffres confirment ceux du FMI : en 1986, les pays industriels devraient connaître en moyenne une croissance du même ordre que celle de 1985, c'est-à-dire inférieure à celle de 1984.

Taux de chômage (%)

Moyenne OCDE			France		
1984	1985	1986	1984	1985	1986
8,4	8,25	8,25	9,9	10,5	10,75

La réduction du nombre de chômeurs n'est donc pas à l'ordre du jour : pour fin 1986, l'OCDE prévoit un total de 31,25 millions de chômeurs dans les pays membres (à titre de comparaison, la population active totale en France comprend environ 23 millions de personnes).

Mais pour préciser ces chiffres globaux, il faut, surtout en ce qui concerne les pays d'Europe occidentale, tenir compte de deux phénomènes : l'augmentation de la part des chômeurs de longue durée ; le chômage des jeunes qui atteint des niveaux astronomiques dans certains pays.

Taux de chômage des jeunes (15-24 ans, %)

	1984	1985	1986
France	24,4	25,6	26,25
Angleterre	21,8	21,5	20,75
Allemagne	10,1	9,75	9
Italie	34,1	34,75	35,75
Espagne	44,5	47,25	48

Le capitalisme n'apparaît pas près de fournir un emploi aux millions de travailleurs jetés sur le pavé. L'OCDE note que « malgré la modération des salaires réels, la montée du chômage a généralement été beaucoup plus rapide après le deuxième choc pétrolier qu'après le premier ». Ainsi, le fait que patrons et gouvernement ont imposé la désindexation des salaires ne s'est pas traduit par une reprise de l'embauche. De même, la trilogie « profits aujourd'hui, investissements demain, emplois après-demain » ne paraît guère confirmée par les faits en Europe occidentale. Le rapport de l'OCDE souligne « l'attrait tout particulier pour les entreprises de l'acquisition d'actifs financiers et du remboursement de leurs dettes ».

Autrement dit, le redressement des profits des entreprises sert en grande partie, non aux investissements, mais soit à rembourser les banques, soit à faire des spéculations

financières. Et en ce qui concerne les investissements, l'OCDE remarque qu'on peut constater en Europe un écart important entre « la progression des investissements fixes et celle de l'emploi (à temps plein) ». Donc, lorsqu'il y a investissement il n'y a pas création de véritables emplois.

Voilà donc pour les deux ans à venir. Quant au futur un peu plus lointain, les économistes de l'OCDE se montrent prudents : « La reprise, bien que modérée, paraît maintenant reposer sur des bases un peu plus saines et risque donc moins que les précédentes de s'achever brutalement. » Aucune véritable accélération de la croissance n'est attendue, la seule perspective est donc, à terme, celle d'un arrêt plus ou moins brutal de la reprise actuelle.

En France

Nous avons donné ci-dessus les prévisions chiffrées de l'OCDE concernant la croissance et le chômage. Celles de l'INSEE ne sont guère différentes. Selon les chiffres récemment publiés (*Note de conjoncture de l'INSEE*, décembre 1985) : 220 000 emplois ont disparu en 1984, 125 000 (dont 95 000 emplois salariés) en 1985.

Il faut noter à quel point les divers procédés visant à limiter le nombre de demandeurs d'emplois apparaissant dans les statistiques (notamment les TUC) rendent les prévisions difficiles. Il y aurait à la fin 1985 environ 180 000 TUC et 36 000 jeunes dans les stages dits « d'initiation à la vie professionnelle », et donc non pris en compte dans les quelque 2 350 000 chômeurs recensés.

Pour le premier semestre de 1986, l'INSEE prévoit une augmentation d'environ 50 000 personnes du nombre des chômeurs de 25 à 49 ans et souligne que l'évolution du nombre des jeunes chômeurs dépendra de l'ampleur des TUC et des stages en entreprise. L'actuelle stabilisation des chiffres officiels du chômage, dont s'est félicité Mitterrand dans ses vœux de Nouvel An, doit donc être appréciée à sa juste valeur.

Par ailleurs, les remarques de l'OCDE sur le fait que la hausse des profits ne se traduit que très partiel-

lement par une reprise de l'investissement s'appliquent parfaitement à la France : interrogées par l'INSEE, près de 60 % des entreprises industrielles déclarent maintenant pouvoir réaliser tous les investissements nécessaires, c'est-à-dire qu'elles jugent que leur situation financière le permettrait. Or, la reprise de l'investissement demeure très limitée par rapport à l'amélioration des résultats : au total l'investissement devrait avoir augmenté de 1 % en 1985 par rapport à l'année précédente, et ce n'est que dans l'industrie concurrentielle (hors EDF, SNCF, PTT... et hors bâtiment-travaux publics) que la reprise est un peu soutenue (+ 8 % en 1985, après 9 % en 1984). Après les *Comptes de la nation*, l'INSEE (*Note de conjoncture* de décembre 1985) note le développement des placements financiers des entreprises, parfois, semble-t-il, grâce à des crédits bancaires.

Ces réalités incontournables doivent être rappelées quand on parle du rétablissement des « grands équilibres ».

Réduction de l'inflation

L'indice des prix à la consommation est la résultante de l'évolution des prix des différents biens et services disponibles sur le marché produits en France ou importés. Les prix de ces produits au stade du consommateur dépendent des comportements aux différents niveaux de l'activité économique (production, commerce de gros, etc.) ainsi que de la réglementation des prix. La politique des prix menée depuis 1982 par le gouvernement a eu comme objectif de ralentir l'inflation tout en permettant le rétablissement des profits.

Dans un premier temps, la réglementation et même le blocage de certains prix ont été utilisés tandis que, parallèlement, la nouvelle politique des salaires était mise en place. Dans un second temps, la réglementation des prix a été assouplie, ce qui a permis, notamment dans l'industrie, une répercussion seulement partielle des baisses de coûts sur les prix de production et sur les prix de détail, donc finalement une hausse des marges. La décélération des prix qui s'est produite en 1984 et 1985 a donc été permise par le très fort ralentissement des coûts salariaux unitaires résultant de la combinaison de la faiblesse des hausses de salaire (facilitée par le chômage) et de

l'augmentation de la productivité. En même temps, d'autres facteurs ont fortement agi dans le sens du ralentissement des prix : la baisse des prix de l'énergie et des matières premières importées (à la fois en raison de la dépression des prix internationaux et de la dévalorisation du dollar dans la seconde moitié de l'année).

Avec ses particularités, la France s'est ainsi finalement alignée sur la tendance au ralentissement des prix à l'œuvre dans l'ensemble des pays capitalistes développés et ce processus devrait se poursuivre en 1986. Contrairement au discours officiel, ce ne sont pas tous les Français qui sont montés sur le pont pour travailler à la désinflation, mais spécifiquement les salariés (et les petits et moyens agriculteurs).

D'autre part, l'écart avec la RFA reste encore important (environ 3 points). Surtout, la désinflation n'est pas en tant que telle le gage d'une meilleure santé économique. Si elle n'est pas accompagnée d'un changement des structures, elle peut très bien coexister avec la stagnation économique et la régression sociale, avant éventuellement de faire place à une nouvelle flambée inflationniste.

Réduction des prélèvements obligatoires

Le gouvernement se félicite de sa politique de réduction des « prélèvements obligatoires » et de baisse de l'impôt sur le revenu sans que s'accroisse le déficit budgétaire. On serait bien en peine de justifier sérieusement l'impact économique positif de cette politique fiscale dont Mitterrand est allé chercher l'inspiration dans l'Amérique de Reagan. Quant à son impact social, il suffit de noter que l'on a limité l'impôt de moins injuste (l'impôt sur le revenu) alors que les taux de la TVA restent les mêmes.

Comme l'écrivent des économistes pourtant relativement favorables à l'action gouvernementale : « D'une certaine façon, cette politique prend le contrepied des mesures adoptées au cours des années 1981-1982 (hausse des bas salaires et augmentation des impôts sur les hauts salaires). Elle permet peut-être d'accroître la "motivation au travail" des cadres mais elle peut aussi décourager la grande masse des salariés qui voient leur pouvoir d'achat régresser ou stagner depuis trois ans » (A. Fonteneau,

P.-A. Muet, in la Gauche face à la crise).

Rééquilibrage des échanges extérieurs

La balance commerciale connaîtra en 1985 un déficit de l'ordre de 22 milliards de francs, à peu près égal à celui de 1984 et inférieur environ de moitié à celui de 1983. La réduction n'est donc pas négligeable, mais toutes les analyses économiques le montrent (cf. *Comptes de la nation pour 1984*) : cette progression est largement due à une croissance de la production plus faible en France qu'à l'étranger (ce qui réduit les importations), cela dans un contexte d'accroissement de la demande mondiale. Il faut d'ailleurs noter que l'économie française a moins profité de la situation que les données de la conjoncture internationale ne l'auraient théoriquement permis. Et l'INSEE souligne justement que « l'amélioration du solde global ne doit pas masquer les difficultés que connaissent nos échanges industriels » (Note de conjoncture de décembre 1985).

On peut s'interroger sur l'avenir avec le resserrement de cet écart de croissance et la baisse du dollar. Surtout dans la mesure où la politique industrielle de Fabius a renoncé à toute vision un minimum volontariste pour faire confiance à de prétendus automatismes économiques que la situation particulière de l'in-

dustrie française rend plus illusoire qu'ailleurs. De nombreux économistes pensent en effet que l'industrie française souffre de déficiences structurelles non réductibles au discours patronal traditionnel sur les coûts salariaux et les charges des entreprises. Une étude fine du commerce extérieur réalisée par l'INSEE (cf. *le Monde* du 26 mai 1984) fait apparaître des trous du tissu industriel français, inexplicables selon les critères de compétitivité habituellement mis en avant, et qui sont générateurs d'importations. La France est ainsi déficitaire pour les sous-vêtements et excédentaire pour les survêtements ! Inversement, les points de force à l'exportation sont limités et, pour certains, fragiles (automobile, agro-alimentaire), soit en raison de leurs particularités (armement, « grands contrats » en direction du tiers monde, aéronautique). La spécialisation de l'industrie française peut ainsi être caractérisée comme « beaucoup plus subie que voulue » (F. Vellas, *Revue d'économie politique*, septembre-octobre 1985).

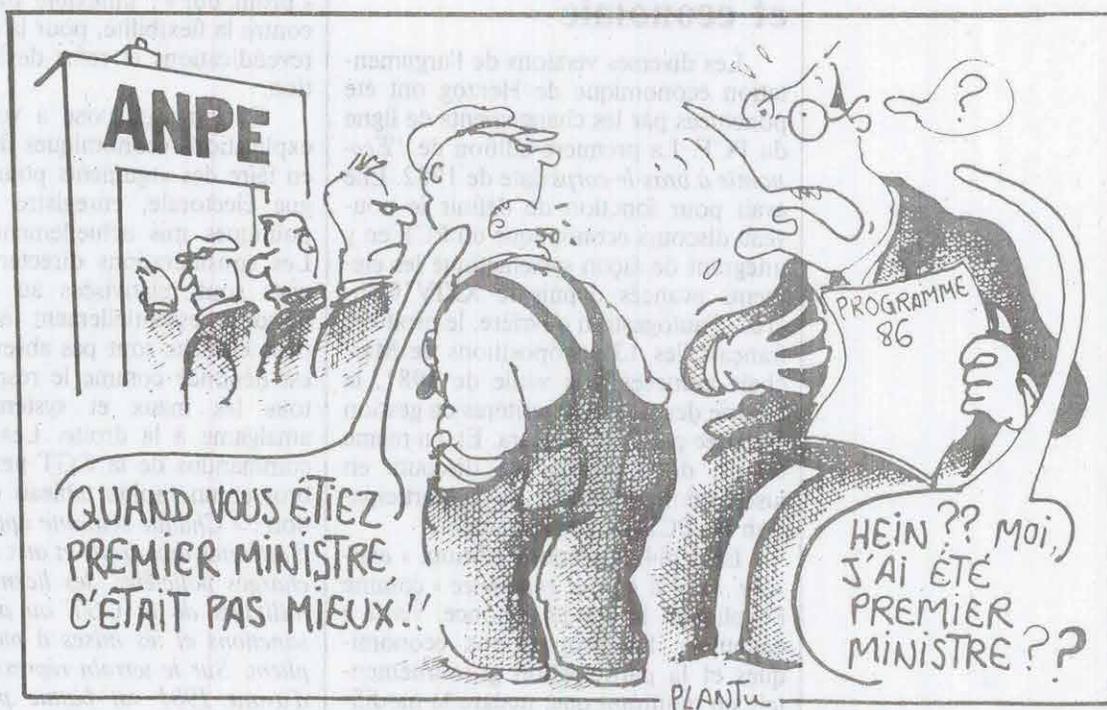
Dans le cadre de cette forte dépendance vis-à-vis de l'évolution du marché mondial, cette politique industrielle, qui se réduit à laisser les dirigeants des groupes privés ou publics gérer dans la seule perspective du profit immédiat, a comme conséquence une restructuration qui n'est pas synonyme de renforcement de l'industrie (cf. le largage de l'électronique automobile par Renault, le projet d'accord avec le géant améri-

cain ATT dans le secteur du téléphone, etc.).

La stabilité du franc

Contrairement au discours économique dominant, la stabilité de la monnaie n'est pas un objectif en soi : la modification du cours de la monnaie est un instrument de politique économique comme un autre. Sous Barre, la France avait un « franc fort » et une industrie qui reculait. La peur de dévaluer en mai-juin 1981, l'acceptation sans condition du Système monétaire européen ont été dès le début du mandat de Mitterrand les signes annonciateurs du refus de mettre en cause les règles du marché mondial capitaliste. Le franc est stable (par rapport au mark) depuis mars 1983 mais, au-delà des illusions nationalistes, quelles sont les retombées positives de cette stabilité ? De toute façon, la dévaluation du franc est inscrite sur l'agenda de tous les spéculateurs pour mars-avril prochains.

Soyons justes, il y a malgré tout quelque chose qui marche très bien dans la France de 1985 : la Bourse. 45 % de hausse des cours en une année et les « réserves de hausse » ne sont pas encore épuisées annonce le syndicat de la Compagnie des agents de change. « J'ai soixante-cinq ans de métier et je n'ai jamais vu cela », déclare un vieux professionnel de la Bourse toujours en activité (cité par *le Monde* des 5-6 janvier 1985).



A propos du dernier livre de Philippe Herzog

Toujours aussi glissant !

Francis SITEL

Sous la signature de Philippe Herzog, économiste en titre du PCF et membre du bureau politique, les Editions sociales publient un nouveau livre sur les réponses à la crise : *Un chemin pour sortir de la crise*. Il s'agit d'un travail collectif de la section économique du comité central qui, une nouvelle fois, d'un seul élan, s'écrie « Vive la gestion ! ». C'est l'occasion de faire le point sur le discours actuel du PCF en ce domaine.

A l'évidence, ce livre n'apporte rien de fondamentalement nouveau par rapport aux publications antérieures de P. Herzog et à son *Economie à bras-le-corps*. A la veille des prochaines élections, il a essentiellement pour fonction d'armer le PCF sur les questions économiques et de préciser son argumentation dans le contexte présent.

Politique et économie

Les diverses versions de l'argumentation économique de Herzog ont été ponctuées par les changements de ligne du PCF. La première édition de *L'Economie à bras-le-corps* date de 1982. Elle avait pour fonction de définir le nouveau discours économique du PCF en y intégrant de façon systématique les éléments avancés depuis le XXIV^e Congrès : l'autogestion ouvrière, le produire français, les 131 propositions de Marchais avancées à la veille de 1981, la théorie des nouveaux critères de gestion élaborée par Paul Boccard. Et, en même temps, de constituer ce discours en justification théorique de la participation du PCF au gouvernement.

En 1984, la seconde édition, « enrichie, mise à jour et complétée » comme l'expliquait la bande annonce, visait à découpler les propositions économiques et la participation gouvernementale en montrant que, malgré la modification du contexte politique, les concep-

tions avancées sur le terrain de la gestion étaient maintenues. *L'Economie à bras-le-corps* (sous-titre : *Initiation aux politiques économiques actuelles*) devenait *L'Economie nouvelle à bras-le-corps* (sous-titre : *Economiser le capital pour libérer les hommes*).

Qu'en est-il avec la publication de *Un chemin pour sortir de la crise* fin 1985 ? Après SKF, les opérations commandos, dans un contexte politique marqué par la division, la dénonciation virulente du PS, le PCF affirme un « profil dur » : inflexible dans sa lutte contre la flexibilité, pour la défense des revendications et refus de la cohabitation.

Ce livre, qui vise à vulgariser les explications économiques du PCF et à en faire des arguments pour sa campagne électorale, enregistre les thèmes politiques mis actuellement en avant. Les considérations directement politiques sont relativisées au profit d'un discours essentiellement économique, mais elles ne sont pas absentes. Le PS est dénoncé comme le responsable de tous les maux et systématiquement amalgamé à la droite. Les opérations commandos de la CGT permettent de brosser un rapide tableau de la situation : « Chaque semaine apporte son lot d'atteintes aux droits et aux libertés. Les charges policières, les licenciements de militants de la CGT ou du PCF, les sanctions et les mises à pied se multiplient. Sur le terrain répressif, la droite d'avant 1981 est battue par le Parti socialiste ! » (p. 192). L'alternance

droite/PS, pour mener la même politique, est mise en accusation avec virulence : « *La droite et le Parti socialiste veulent instituer l'alternance au pouvoir pour mener — chacun à sa façon car ils sont différents et n'ont pas le même électorat — la même politique, celle du grand capital. Cette "alternance" trompeuse est une menace mortelle pour notre pays* » (p. 43).

En même temps, l'accent est mis sur un certain nombre de positions radicales : défense des salaires et de la protection sociale, dénonciation de la flexibilité et de l'escroquerie de la prétendue modernisation, combat contre la pauvreté et pour « l'objectif zéro chômage », refus des dénationalisations, etc.

L'essentiel est pourtant ailleurs : dans l'affirmation d'une réponse à la crise qui se veut originale et novatrice, en parfaite continuité avec les écrits antérieurs.

Ainsi, ce que ce livre a de plus notable, au regard de la situation présente, c'est la compatibilité pour le PCF d'un discours revendicatif et politique à prétention radicale et d'une orientation économique se situant totalement sur le terrain de la gestion. Une ambition dont la « nouveauté » ne va pas sans contradictions.

Vive le renouvellement !

Le point de départ de l'argumentation repose sur une explication des déboires subis par le PCF : défaite électorale et politique de 1981, échec de la participation gouvernementale. La faute en incomberait fondamentalement au « retard des mentalités sociales et politiques » : « *Les mentalités sociales et politiques, forgées dans des circonstances politiques antérieures, utiles en leur temps mais désormais inadéquates, ont fait obstacle à la compréhension de nos explications* » (p. 52).

Ainsi, ce qui est en cause, ce n'est ni une ligne politique prenant à contre-pied les aspirations populaires, ni une perspective stratégique erronée, mais l'incapacité des masses à comprendre assez vite l'orientation nouvelle préconisée par le PCF. Et la responsabilité propre de la direction se limiterait à ne pas avoir défini assez tôt ladite orientation et ne pas l'avoir expliquée assez pédagogiquement.

Dans ces conditions, le « renouvellement en cours » n'est rien d'autre que le maintien de la matrice théorique élaborée avec l'adoption de la « stratégie autogestionnaire ».

La crise n'est pas analysée en dernière instance comme crise du capita-

lisme, c'est-à-dire à partir de l'éclatement des contradictions du mode d'accumulation du capital qui a dominé depuis la guerre, mais comme un problème de gestion. Ce qui veut dire qu'au cœur de la crise il n'y a pas la logique capitaliste, mais la priorité donnée à la « rentabilité financière ». Et que les solutions à la crise ne s'inscrivent pas dans une perspective de rupture avec le capitalisme mais se jouent, sur le terrain de la gestion, dans l'affirmation de nouveaux critères de rentabilité.

Tel serait « l'acquis » de l'expérience des dernières années : « *Le Parti communiste n'a pas été assez entendu et ne s'est donc pas trouvé assez fort pour repousser ces idées, et impulser des luttes décisives pour changer la politique de la France. Ils [les communistes] ont dû quitter le gouvernement en juillet 1984. Dans le même temps, l'effort de renouvellement n'est pas resté vain. L'expérience la plus riche de ces dernières années est sans aucun doute les premiers pas du mouvement ouvrier pour s'impliquer concrètement et de façon révolutionnaire dans les luttes sur le terrain de la gestion et de l'économie. Non pas la gestion pour la gestion. Mais pour avoir des armes suffisamment puissantes afin de défendre les revendications et de construire des issues réelles* » (p. 54).

On retrouve donc la théorie du « socialisme pas à pas ». Un socialisme qui n'est plus un horizon et l'aboutissement d'un soulèvement révolutionnaire des masses, mais une « pratique » d'ores et déjà à l'œuvre : la transformation progressive, à travers des expériences quotidiennes, de la gestion à tous les niveaux de la société. « *Car si la crise n'est pas un système global mais s'engendre dans des actes concrets, à partir d'intérêts et de dogmes précis, alors on peut s'y attaquer efficacement, jour après jour, là où l'on travaille et où l'on vit* » (p. 39). La crise n'est certes pas un mystère, ce qui le devient, dans cette théorie, c'est le socialisme !

Des glissements accentués

Le « nouveau rassemblement populaire majoritaire » du XXV^e Congrès n'est donc pas oublié. Ni ses appels aux combats au jour le jour pour révolutionner la gestion. Ni ses invitations à rechercher des alliances permettant d'associer aux travailleurs les techniciens, ingénieurs, universitaires et, le cas échéant, patrons de PME, tous concernés par la nécessité d'une gestion autre.

Comme quoi la récente inflexibilité tactique sur quelques questions ne va pas sans une grande souplesse en ce qui

Patrons de PME : la main tendue

« Aux patrons de PME, nous tenons un discours franc et sans démagogie. Nous leur disons : si vous voulez exploiter encore plus les travailleurs, réduire les salaires, réduire les droits, alors les communistes seront contre vous avec les travailleurs. En faisant cela, en effet, non seulement vous aggraverez la situation des travailleurs, mais en plus vous réduirez vos propres débouchés, vous ne résoudrez pas les problèmes de qualité, d'élargissement de gamme, de compétitivité.

« Par contre, si vous voulez faire reculer la contrainte financière des groupes et des banques, nouer des coopérations pour trouver des nouveaux débouchés, pour développer la formation, la recherche, l'efficacité des investissements, développer l'emploi, la qualification, alors nous serons à vos côtés et nous vous aiderons » (p. 162).

concerne les conceptions stratégiques !

Par rapport aux ouvrages précédents, *Un chemin pour sortir de la crise* met davantage l'accent sur deux dimensions.

La régionalisation est la première. Cette dernière est justement dénoncée comme une simple déconcentration administrative, mais tout un chapitre est consacré à la question pour présenter la région, l'un des enjeux des prochaines élections, comme un cadre privilégié pour le déploiement de la stratégie renouvelée du PCF. « *Mener la bataille de l'argent dans chaque région, lutter contre les gâchis et les prélèvements capitalistes sur les ressources des entreprises pour produire des richesses réelles nouvelles, étendre les emplois, nécessite l'intervention des travailleurs sur les gestions de chaque entreprise, sur ses relations avec les banques et l'effort de concertation décentralisées pour assurer l'efficacité de l'ensemble des ressources : crédit, fonds publics, etc. Il y a là des terrains d'intérêts convergents entre les salariés des entreprises et ceux des banques et organismes financiers.*

« *Les conférences financières régionales et les comités régionaux de prêts ont un rôle à jouer pour organiser la coopération bancaire dans les régions en y associant effectivement les organismes de crédit, les élus, et les travailleurs et les entreprises par l'intermédiaire des comités d'entreprise* » (p. 139).

L'autre dimension qui se trouve valorisée est celle du rôle des PME dans ce même cadre régional : « *Les grands groupes publics et privés qui constituent dans beaucoup de régions l'ossature du tissu industriel ont une responsabilité essentielle à assumer dans la valorisation du potentiel régional et dans la densification des échanges industriels et des activités de services. A cet égard, les*

régions constituent un cadre privilégié pour la mise en réseau entre grandes et petites entreprises.

« *Contrairement à la concurrence sauvage que les grands groupes multinationaux se livrent aujourd'hui au détriment des PME et qui débouche toujours sur des situations de domination, un véritable partenariat interentreprises exige des concertations décentralisées et des coopérations dans un esprit d'entraide.*

« *Les travailleurs sont porteurs de cette notion de solidarité entre les entreprises, puisque la réponse à leurs besoins individuels et collectifs d'emplois passe par là.*

« *Ils peuvent, de ce point de vue, mettre en évidence des convergences d'intérêts avec des patrons de PME dont l'initiative se heurte à la domination des groupes et des banques* » (p. 137).

C'est donc toute la question de la possible alliance de classes avec une partie du patronat qui se trouve posée : la régionalisation et les difficultés des PME face aux autres groupes ont peut-être bon dos, il n'empêche que ce qui est dit est dit. Belle illustration d'une tendance de fond : à force de préconiser la « révolution dans la gestion », Herzog est amené à accentuer bon nombre de glissements qui, pour n'être pas spécifiques au PCF, ne laissent pas d'étonner.

Le premier d'entre eux est précisément celui qui regarde le patronat. Ce dernier est contesté non en tant que tel mais au regard de sa prétention au « monopole de gestion des entreprises ». « *Le monopole de gestion du patronat, lit-on, repose sur une mystification. Il est communément admis que les propriétaires des capitaux dominant l'entreprise, avec d'ailleurs un contrôle parfois minoritaire, en assument la respon-*

TUC : y'a un truc ?

« 300 000 TUC auront été créés en 1985 pour les jeunes de moins de vingt-cinq ans, payés au mieux 1 700 francs par mois dont 1 200 francs pris en charge par l'Etat. D'une durée de trois mois à un an maximum, ils ne sont en rien formateurs, débouchent sur le chômage et tendent à remplacer des emplois ou des embauches durables. Ils ouvrent la porte à la mise en cause du SMIC et l'extension des formules du même type aux travailleurs dans l'ensemble des entreprises. » (p. 71).

On ne peut qu'applaudir à un tel verdict. De même qu'à la conclusion qu'il ne faut pas accepter ce principe des TUC : « Il faut donc bâtir des solidarités nouvelles pour endiguer la précarisation de la jeunesse, pour l'aider à conquérir des emplois qualifiés partout. Des expériences de luttes ont commencé de frayer un tel chemin. C'est le cas où les élus communistes et les jeunes rejettent ensemble les TUC... » (p. 86).

Mais où on ne comprend plus rien du tout, c'est lorsqu'on lit : « A partir de leurs luttes là où ils travaillent, là où ils vivent, les gens peuvent obtenir des résultats, empêcher les mauvais coups, faire avancer des propositions précises : l'embauche d'un TUC, le report d'une hausse de loyer, etc. » (p. 53).

Là il y a comme un critère défaillant !

Patrons de PME : la main tendue

« Aux patrons de PME, nous tenons un discours franc et sans détour. Nous leur disons : si vous voulez exploiter encore plus les travailleurs, réduisez les salaires, réduisez les droits, mais les communistes seront contre vous avec les travailleurs. En résumé, si vous voulez exploiter les travailleurs, nous ne sommes pas vos amis. »

« Par contre, si vous voulez faire tomber le capitalisme, nous sommes avec vous. Nous sommes avec les communistes, nous sommes avec les travailleurs, nous sommes avec les jeunes. Nous sommes avec les communistes, nous sommes avec les travailleurs, nous sommes avec les jeunes. Nous sommes avec les communistes, nous sommes avec les travailleurs, nous sommes avec les jeunes. »

« A partir de leurs luttes là où ils travaillent, là où ils vivent, les gens peuvent obtenir des résultats, empêcher les mauvais coups, faire avancer des propositions précises : l'embauche d'un TUC, le report d'une hausse de loyer, etc. » (p. 53).

Là il y a comme un critère défaillant !

sabilité. Un peu comme le propriétaire d'une maison en dispose à sa guise. Il y a là une énorme confusion entre l'entreprise et les patrimoines. Car aujourd'hui, la propriété de ces entreprises est déjà mixte : les ressources qui y sont utilisées émanent non seulement de la plus-value créée par le travail et accaparée, mais aussi du crédit et des fonds publics » (p. 224-225). Ainsi donc, au nom de la prétendue mixité, non seulement de l'économie mais aussi des entreprises, le patronat est déchu, il ne reste plus qu'à se partager le pouvoir de décision entre gestionnaires, critères contre critères ! Et le PCF rallie le thème à la mode du « partenariat ».

Dans la même lignée, il vaut la peine de se pencher attentivement sur les prétendues propositions constructives avancées. Celles-ci, cohérentes avec la logique du « produire français » et des « nouveaux critères de gestion », convergent parfaitement avec bien des thèmes qui, pour être dans « l'air du temps », n'en pèsent pas moins leur poids de réformisme bon teint, pour ne pas dire de collaboration de classes éhontée.

Citons, en vrac :

— la « nouvelle culture » qui naît des interventions sur le terrain de la gestion : « A travers elles [les interventions sur le terrain de la gestion] se dessine peu à peu une nouvelle dimension des luttes. Une culture commence à poindre. C'est une dimension centrale du chemin d'une issue à la crise » (p. 55) ;

Immigrés : confuse solidarité

« L'entraide entre Français et immigrés est nécessaire pour faire reculer les choix du capital et développer les emplois et activités pour tous. Dans les entreprises et les régions, nous proposerons de promouvoir des droits et devoirs spécifiques des uns et des autres (sic !). »

Première proposition : « Arrêt de toute immigration, y compris clandestine, en raison des suppressions d'emplois et du chômage qui frappent notamment les immigrés » (p. 89).

- les potentialités dont doivent être porteuses des initiatives patronales telles que les GED (groupes d'expression directe) : « Ce peut être un lieu de diffusion culturelle d'une nouvelle gestion, débouchant sur des propositions pour les luttes et les conquêtes de nouveaux pouvoirs » (p. 194) ;
- la valorisation de « l'épargne salariale » : « En retour, les dépôts d'épargne des salariés, qui ne sont pas spéculatifs, constituent des ressources saines pour leurs banques leur permettant de nouveaux crédits pour financer une croissance des activités dans chaque région » (p. 60) ;
- l'intérêt des jumelages écoles-entre-

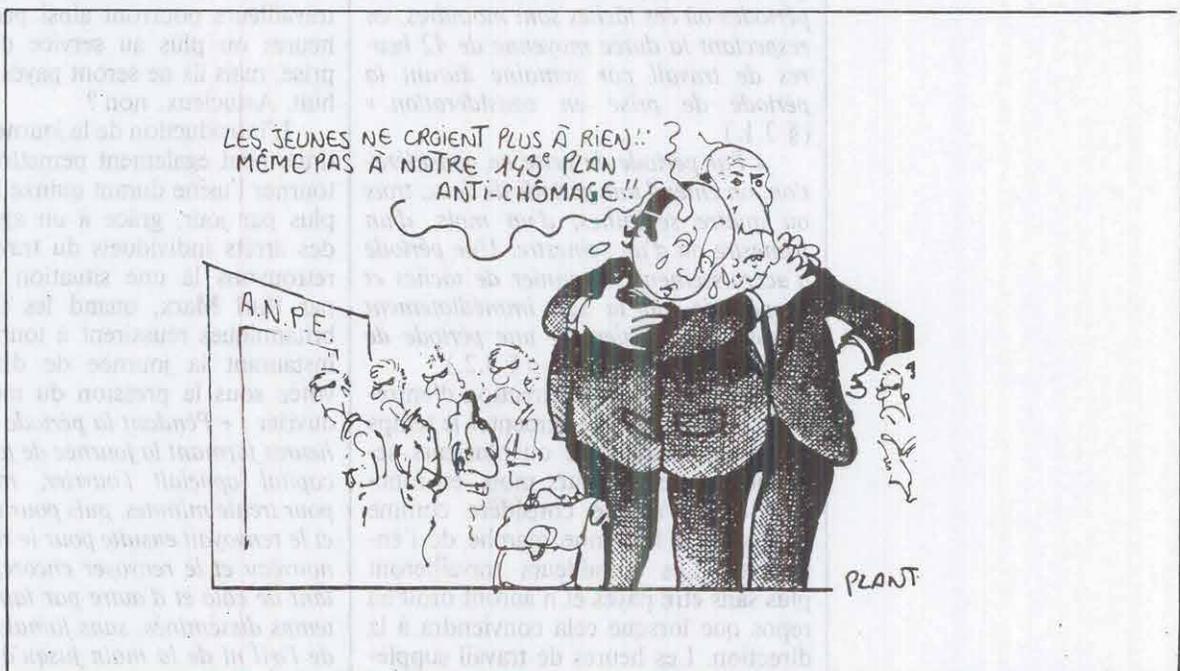
prises : « Dans le domaine de la formation, les jumelages écoles-entreprises sont expérimentés dans la région parisienne » (p. 200).

Sans parler des explications pour le moins embarrassées concernant les TUC et la question des immigrés (voir encarts).

Donnons acte à Herzog, à la commission économique et au bureau politique que le PCF, sous leur houlette, poursuit son renouvellement stratégique et progresse sur le terrain des propositions économiques novatrices. A condition de préciser que cette progression se fait dans le sens d'un réformisme toujours plus systématisé.

Ce n'est pas le moindre intérêt de ce dernier livre que de jeter une lumière crue sur la politique présente du PCF. En montrant comment, derrière le radicalisme affiché de certains discours, voire de certaines actions, il y a, outre la volonté de division et le refus de proposer toute perspective de mobilisation unitaire contre le patronat et la droite, l'adaptation voluptueuse au réformisme le plus plat.

Nouvelle démonstration que le sectarisme, dans la politique immédiate, n'est pas incompatible avec, au plan stratégique — parce que sous couvert d'économie c'est bien de cela dont il s'agit —, un opportunisme de plus en plus accentué et assumé comme tel.



Pologne

Quand Jaruzelski impose la flexibilité du travail

Cyril SMUGA

PRESENTÉE par la propagande du pouvoir comme une « nouvelle conquête des travailleurs », la flexibilité fait partie des mesures anti-ouvrières prises par Jaruzelski. Un décret gouvernemental du 8 octobre 1984 l'a introduite¹.

Contradictoire avec la Constitution polonaise qui stipule que la journée de travail ne peut dépasser huit heures, ce décret autorise les directions d'entreprise à prolonger à volonté la durée du travail et la durée de présence des travailleurs dans l'entreprise. Citons :

« Les directeurs d'entreprise qui introduisent des journées libres supplémentaires peuvent prolonger la durée du travail jusqu'à 9 heures par jour et 48 heures par semaine pendant les semaines durant lesquelles on n'accorde pas de journée libre, durant les périodes d'accroissement des tâches productives ou de services. Ils réduisent en conséquence le temps de travail durant les périodes où ces tâches sont moindres, en respectant la durée moyenne de 42 heures de travail par semaine durant la période de prise en considération. » (§ 3.1.)

« Par période de prise en considération, on entend une période de deux, trois ou quatre semaines, d'un mois, d'un trimestre ou d'un semestre. Une période d'accroissement saisonnier de tâches et la période qui la suit immédiatement peuvent être également une période de prise en considération. » (§ 3.2.)

Autrement dit, la direction d'entreprise est autorisée à augmenter le temps de travail durant une ou plusieurs semaines, voire plusieurs mois, en fonction de ce qu'elle considère comme nécessaire à la bonne marche de l'entreprise. Les travailleurs travailleront plus sans être payés et n'auront droit au repos que lorsque cela conviendra à la direction. Les heures de travail supplémentaires ne donneront plus droit à une rétribution supplémentaire.

Mais cette innovation n'est pas la

seule introduite par le décret. En voici une autre, et de taille : « Les directeurs d'entreprise pourront introduire la journée de travail discontinuée si cela est justifié par l'organisation du travail et l'utilisation rationnelle du temps de travail. » (§ 6.1.) « La journée de travail discontinuée peut être introduite pour toute l'entreprise ou une partie de celle-ci, ou encore pour les travailleurs individuels. Les arrêts de travail ne sont pas comptabilisés dans le temps de travail. Un arrêt de travail ne devrait pas être inférieur à deux heures. » (§ 6.2.)

Ainsi, il sera possible aux directeurs de décréter un arrêt de travail de deux heures ou plus pendant la journée, lors d'une rupture de stock des composants nécessaires à la production ou encore lors d'un arrêt de livraison du courant électrique (ce qui est très fréquent en Pologne). A la fin de cette interruption, le travail reprendra pour que les neuf heures de travail soient exécutées. Les travailleurs pourront ainsi passer onze heures ou plus au service de l'entreprise, mais ils ne seront payés que pour huit. Astucieux, non ?

L'introduction de la journée discontinuée peut également permettre de faire tourner l'usine durant quinze heures ou plus par jour, grâce à un agencement des arrêts individuels du travail. Nous retrouvons là une situation dénoncée par Karl Marx, quand les industriels britanniques réussirent à tourner la loi instaurant la journée de dix heures, votée sous la pression du mouvement ouvrier : « Pendant la période de quinze heures formant la journée de fabrique, le capital appelait l'ouvrier, maintenant pour trente minutes, puis pour une heure, et le renvoyait ensuite pour le rappeler de nouveau et le renvoyer encore, le ballotant de côté et d'autre par lambeaux de temps disséminés, sans jamais le perdre de l'œil ni de la main jusqu'à ce que le travail de dix heures fût accompli. Comme sur un théâtre, les mêmes com-parses avaient à paraître tour à tour dans

les différentes scènes des différents actes. Mais, de même qu'un acteur pendant toute la durée du drame appartient à la scène, de même les ouvriers appartenaient à la fabrique pendant quinze heures, sans compter le temps d'aller et de retour. Les heures de répit se transformaient ainsi en heures d'oisiveté forcée (...) Lors de l'agitation des dix heures, les fabricants criaient partout que si la canaille ouvrière faisait des pétitions, c'était dans l'espoir d'obtenir un salaire de douze heures pour un travail de dix. Ils avaient maintenant retourné la médaille : ils payaient un salaire de dix heures pour une exploitation de douze et quinze heures². »

Le décret autorise par ailleurs trois fois plus d'heures supplémentaires (360 heures par an) que les textes qu'il remplace (la limite était auparavant de 120 heures par an). Cette limite peut être portée à 720 heures par an pour les travailleurs des transports !

Le décret stipule enfin : « Dans les entreprises de production ou de service qui fonctionnent durant six ou sept jours par semaine, les journées supplémentaires de repos pour les travailleurs doivent être fixées durant tous les jours ouvrables de la semaine, du lundi au samedi compris, afin d'assurer une présence uniforme de travailleurs durant toute la semaine³. » En d'autres termes, cela exclut (sauf exception) que les travailleurs puissent bénéficier de deux jours de repos consécutifs et permet de supprimer les repos fixes.

Pourquoi Jaruzelski a besoin de la flexibilité

Les modifications de la législation du travail introduites par le décret du 18 octobre 1984 font suite à une série d'attaques anti-ouvrières menées par la bureaucratie polonaise depuis l'instauration de l'état de guerre en décembre 1981. Les hausses de prix de janvier 1982 ont provoqué d'un coup une baisse de salaire réel de 32,5 %. Pour préserver leur niveau de vie ainsi menacé, les travailleurs ont accepté de plus en plus d'heures supplémentaires. En 1984, le nombre moyen d'heures supplémentaires effectuées par un ouvrier était de 60 % supérieur à celui de 1978 et s'élevait à 137 heures dans l'année (l'équivalent de plus de trois semaines de travail !). Les modifications du système salarial introduites en 1984, puis le décret instaurant la flexibilité du travail permettent de légaliser cette exploitation accrue de la classe ouvrière. Les normes ont été modifiées de manière à les faire correspondre à la réalité.

La bureaucratie a évité une attaque simultanée contre les salaires et le temps de travail, qui risquait de se heurter à la résistance massive des travailleurs. D'ailleurs, et ceci est une constante des mesures législatives anti-ouvrières prises par Jaruzelski depuis décembre 1982, le décret sur la flexibilité fut présenté comme une modification temporaire puisqu'il ne devait concerner que l'année 1985. Tirant le bilan de cette expérience, le gouvernement s'appête actuellement à la reconduire tout en y introduisant quelques modifications qui ne changent pas sa nature. Le protocole des décisions prises lors de la réunion du Conseil des ministres le 19 juillet 1985, dont une copie a été récemment publiée⁴, le confirme : le ministre du Travail, des Salaires et des Affaires sociales est chargé « de limiter ou d'éliminer pour un temps l'introduction de normes permettant de réduire le temps de travail effectif », de « reconduire les autorisations permettant aux directeurs d'entreprise de prolonger la durée du travail jusqu'à 9 heures par jour et 48 heures hebdomadaires lorsque la réalisation d'importantes tâches économiques l'exige ».

En introduisant la flexibilité du travail, la bureaucratie polonaise poursuit plusieurs buts. Il s'agit d'une part de pallier le manque de main-d'œuvre sur le marché du travail en autorisant les directions d'entreprise à imposer un rallongement de la durée du travail lorsque le besoin s'en ressent. Le gouvernement espère ainsi que les directeurs abandonneront leurs pratiques de maintien d'un surplus de main-d'œuvre au sein de l'entreprise, surplus qui peut être employé durant les périodes d'intensification de l'effort productif visant à « rattraper le plan ».

Le second objectif poursuivi est de peser sur le niveau de consommation des masses par la suppression d'une partie des revenus tirés des heures supplémentaires. Cet objectif est d'autant plus important pour le général Jaruzelski que son équipe a dû céder devant la pression des lobbies bureaucratiques qui cherchent à accroître l'accumulation. Ainsi, de nouveaux et grandioses investissements sont prévus — notamment dans l'industrie automobile qui dispose par ailleurs d'importantes capacités de production non utilisées ! — et leur financement ne pourra être assuré qu'à la condition que le niveau de consommation soit maintenu au plus bas.

Par ailleurs, la capacité du général Jaruzelski de maintenir un bas niveau de vie est considérée comme un gage de bonne conduite dans les milieux financiers occidentaux susceptibles d'accorder de nouveaux prêts à la Pologne.

Le troisième objectif enfin est d'or-

2. Karl Marx, le Capital, livre premier, Editions sociales, Paris, 1977, p. 215 et 221.

3. Dziennik Ustaw n° 46, poz. 228. Le décret du 8 octobre 1984 a été modifié partiellement par celui du 2 septembre 1985. Nous citons ici la version modifiée.

4. Biuletyn Informacyjny n° 123 du 2 octobre 1985. Edité à Paris par l'antenne du Bureau de coordination de Solidarnosc à l'étranger, ce bulletin paraît également en version française ; nous utilisons ici la version polonaise.

dre politique. S'il parvient à infliger un nouveau coup à la classe ouvrière, le général Jaruzelski espère administrer la preuve que Solidarnosc n'est pas capable de défendre les intérêts des travailleurs. La bureaucratie polonaise a en effet compris — mieux que toute autre — que les concessions renforcent l'organisation de la classe ouvrière. Elle sait que les défaites infligées aux travailleurs conduisent à la régression de leur niveau d'organisation, engendrent le doute quant à l'efficacité de l'action collective. Or, l'atomisation de la classe ouvrière est la première des conditions d'une normalisation durable du système de pouvoir bureaucratique.

Dès que fut connu le décret instaurant la flexibilité du travail, le mouve-

ment syndical polonais a réagi. En octobre 1984, *Tygodnik Mazowsze*, le principal journal clandestin de Solidarnosc, présentait le décret et le commentait ainsi :

« Si nous ne voulons pas céder encore du terrain au pouvoir, il faut réagir sans tarder. (...) Nous avons besoin immédiatement d'une prise de position claire et décidée de la direction syndicale. Ceci d'autant plus que l'affaire a un but politique immédiat : le pouvoir est assoiffé de dollars du Fonds monétaire international, il doit donc démontrer aux banquiers et politiciens occidentaux sa capacité d'organiser en Pologne un camp de travail exemplaire. Quant à nous, nous devons montrer que les travailleurs ne se laissent pas réduire au

Document

Déclaration commune des dirigeants de Solidarnosc, des syndicats autonomes et des syndicats de branche contre l'introduction de la flexibilité du travail

Le décret du Conseil des ministres du 8 octobre 1984 qui met en cause le principe de la journée de huit heures de travail est une nouvelle limitation importante des droits des travailleurs. Ce principe a une tradition solide en Pologne. Le Gouvernement provisoire de Lublin l'a proclamé dans son manifeste du 7 novembre 1918. Le 23 novembre 1918 a été promulgué le premier acte de la législation du travail — le décret sur la journée de travail de huit heures signé par Pilsudski et Moraczewski — et le 24 novembre 1918 la résolution sur la journée de huit heures de travail a été adoptée par le Conseil des délégués ouvriers de Varsovie. La Constitution actuelle de la République populaire de Pologne a élevé ce principe au rang de principe constitutionnel, en stipulant dans l'article 62-2 : « Le droit au repos est garanti aux travailleurs par : la diminution légale du temps de travail grâce à la réalisation de la journée de huit heures du travail et plus courte dans des cas prévus par la loi (...). »

Ainsi, depuis soixante-six ans qu'il fait partie de la législation polonaise, ce principe n'a jamais été remis en cause, et cela même dans la difficile période de reconstruction du pays détruit au cours de la Seconde Guerre mondiale.

Bien que le Code du travail autorise l'introduction du temps de travail « compensé » dans les métiers et les entreprises dans lesquels le strict respect de la journée de huit heures est impossible, cela a toujours été l'exception. L'actuel décret du 8 octobre 1984 transforme ces exceptions en norme et permet l'introduction de la flexibilité du travail pour la très grande majorité des travailleurs.

On ne peut pas ne pas mentionner ici l'innovation incluse dans le décret — sans que les bases existent pour

cela —, c'est-à-dire « le temps de travail discontinu » (§ 6). Une telle mesure peut être introduite par décision unilatérale des directeurs d'entreprise, ce qui est contradictoire avec le principe d'égalité des parties dans le cadre du contrat de travail. Qui plus est, ce « temps discontinu » signifie aussi dans son essence le prolongement d'au moins deux heures du temps de présence dans l'entreprise.

Si nous ajoutons à tout cela l'autorisation de dépasser le quota d'heure supplémentaires prévu par le Code du travail, tout devient clair : il s'agit de faire supporter aux travailleurs l'inefficacité des directions d'entreprise et leur incapacité à organiser correctement le travail et à assurer l'approvisionnement matériel. Car le décret permet de prolonger la durée du travail et son interruption, obligeant ainsi l'ouvrier à s'adapter au rythme de travail irrégulier. Il s'agit donc de légaliser le chaos et l'inefficacité économique.

Les travailleurs n'accepteront pas une telle limitation de leurs droits et lutteront contre les tentatives d'instaurer dans les entreprises un nouveau système de pillage du temps du travailleur.

Varsovie, 25 janvier 1985

Bogdan Fiutowski (syndicats autonomes), **Antoni Lopata** (ZNP), **Andrzej Malanowski** (ZNP), **Albin Melcer** (syndicats de branche), **Jan Osika** (ZNP), **Stanislaw Rusinek** (Solidarnosc), **Jan Simon** (syndicats de branche), **Jan Trynkowski** (ZNP), **Lech Walesa** (Solidarnosc), **Stanislaw Wadolowski** (Solidarnosc), **Micha Zorawski** (syndicats autonomes).

Traduit de *Tygodnik Mazowsze* n° 117 du 14 février 1985.

rôle d'objets, que la seule manière d'obtenir de nous des concessions, c'est de négocier avec nos représentants authentiques. (...) Le plus important, c'est de mobiliser les commissions syndicales d'entreprise de Solidarnosc qui ne peuvent rester passives sur un terrain aussi important et proprement syndical. Outre les actions d'information et les campagnes dans les journaux syndicaux d'entreprise, les commissions d'entreprise doivent initier des discussions collectives (...), exercer une pression sur les directions et sur les nouveaux syndicats (officiels), afin de les obliger à prendre ouvertement position sur cette question. Il faut également prendre langue avec les conseils d'entreprise, car ils peuvent être nos alliés naturels. (...) La question du temps de travail mérite de notre part, plus que toute autre, un maximum d'efforts⁵. »

Solidarnosc contre la flexibilité

En janvier 1985, la direction provisoire clandestine de Solidarnosc (TKK) appelait à une heure de grève générale pour le 28 février 1984, pour protester contre la hausse des prix alimentaires et la suppression de la journée de huit heures consécutive à l'introduction de la flexibilité. Dans un communiqué publié à cette occasion, la TKK expliquait : « Pour annuler les effets de l'incapacité organisationnelle dans les entreprises, [les autorités] prévoient de rallonger la journée de travail sans accroître les salaires des travailleurs. S'opposer aux décisions qui aggravent la situation matérielle des travailleurs fait partie des obligations statutaires d'un syndicat. La TKK appelle à une grève de protestation⁶. »

Quelques jours plus tard, le comité exécutif régional Haute-Silésie de Solidarnosc écrivait : « Nous ne voyons aucune perspective d'avenir. On nous a privé du droit de décider du sort de notre propre pays. On nous prive de ce que les travailleurs ont acquis depuis des années, en particulier du droit à la journée de huit heures. (...) A une telle conduite des autorités, à une telle politique, nous devons dire avec force : non !⁷. »

Enfin, le 25 janvier 1985, les représentants de tous les syndicats dissous par Jaruzelski — Solidarnosc, syndicats autonomes⁸, syndicats de branche⁹ et syndicat des enseignants¹⁰ — rendaient publique une déclaration commune contre le décret instaurant la flexibilité du travail (cf. encart). Il est notable que même les représentants des syndicats de branche, qui durant la révolution de 1980-1981 passaient pour des suppôts

du pouvoir bureaucratique dans les entreprises, aient tenu à manifester leur désaccord face à la remise en cause du droit à la journée de huit heures, droit arraché par la classe ouvrière en 1918.

Le mouvement ouvrier polonais n'est pas parvenu à empêcher l'introduction légale de la flexibilité du travail. Cependant, les nombreuses grèves qui ont eu lieu durant la première moitié de l'année 1985 ont permis aux travailleurs de limiter, du moins dans certaines entreprises, les rigueurs de ce décret. Les travailleurs ont pu arracher des augmentations salariales substantielles, de l'ordre de 10 à 20 %. Le décret « autorisant » les directions d'entreprise à introduire la flexibilité du travail mais ne la leur imposant pas, elles se sont abstenues d'y recourir jusqu'à aujourd'hui dans la majorité des entreprises. Ainsi le prolétariat polonais, en mettant en pratique le mot d'ordre lancé par les sidérurgistes de l'aciérie Lénine de Nowa-Huta — « Qui ne fait pas la grève ne mange pas et travaille plus longtemps¹¹ » — est parvenu à émousser l'attaque contre un de ses principaux acquis, la journée de huit heures.

L'unité symbolique réalisée contre ce projet par les anciens dirigeants de tous les syndicats, comme l'unité d'action des travailleurs au sein de leur entreprise n'ont pas été sans résultats.

☆ Cet article a été publié par Avec Solidarnosc, bulletin du Comité strasbourgeois de soutien à Solidarnosc, numéro de janvier 1986.

5. Tygodnik Mazowsze n° 102 du 18 octobre 1984.

6. Biuletyn Informacyjny n° 106 du 6 février 1985, Paris.

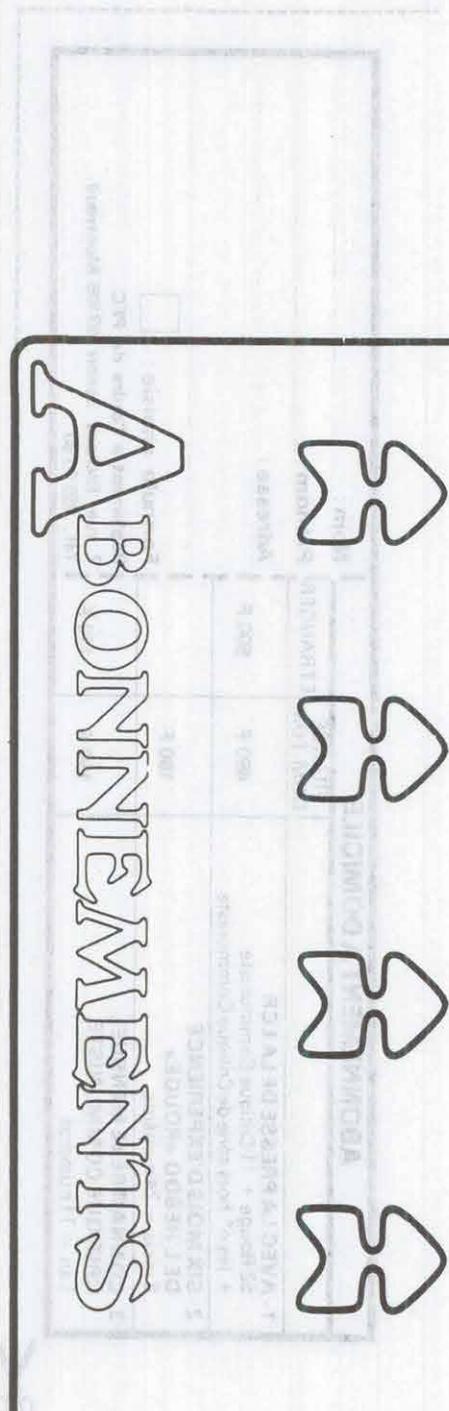
7. Op. cit., n° 107 du 20 février 1985.

8. Les syndicats autonomes, constitués en fédération en 1981, se sont formés de la même manière que Solidarnosc. Regroupant plusieurs centaines de milliers de membres parmi les fonctionnaires, ils ont été dissous en même temps que Solidarnosc avec lequel ils maintenaient des rapports d'unité conflictuelle.

9. Les syndicats de branche assument la continuité de l'ancienne centrale officielle CRZZ, qui a changé de nom après août 1980. Ils prétendaient regrouper plusieurs millions de travailleurs et étaient en général alignés sur le gouvernement. Ils ont été dissous en même temps que Solidarnosc (ils avaient des rapports privilégiés avec la CGT en France).

10. Le syndicat des enseignants (ZNP) s'est institué en fédération indépendante lors de l'éclatement de la CRZZ fin 1980. Il avait soutenu les actions de Solidarnosc à plusieurs reprises. Influent surtout parmi les instituteurs, il en regroupait près de la moitié. Dissous en même temps que Solidarnosc.

11. Hutnik n° 9, 1985.



L'abonnement est payable par chèque ou par mandat postal. Les chèques doivent être libellés à l'ordre de l'éditeur. Les mandats doivent être libellés à l'ordre de l'éditeur. Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements sont payables à l'avance.

Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements sont payables à l'avance.

Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements sont payables à l'avance.

Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements sont payables à l'avance.

Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements sont payables à l'avance.

Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements sont payables à l'avance.

Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements sont payables à l'avance.

Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements sont payables à l'avance.

Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements sont payables à l'avance.

Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements sont payables à l'avance.

Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements sont payables à l'avance.

Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements sont payables à l'avance.

Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements sont payables à l'avance.

Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements sont payables à l'avance.

ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER
1 - AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique Communiste + les n° hors série de Critique Communiste	450 F	500 F
2 - SIX MOIS D'EXPERIENCE DEL'HEBDO «ROUGE» 6 mois = 24 numéros	160 F	
3 - CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F

Nom :
 Prénom :
 Adresse :
 Formule choisie :

Règlement à l'ordre de PEC
 2 rue Richard Lenoir 93108 Montrouil
 Tél : 859 00 80



DEPUIS LE 30 JANVIER,

Un ROUGE, sinon rien



Une campagne en direct... STOP... Un format réduit... STOP...
Vingt quatre pages... STOP... Une nouvelle maquette... STOP...
Plus de dossiers... STOP... Plus d'interviews... STOP...
Plus d'infos... BREF... Un Rouge Plus...

3 mois de ROUGE pour 60 francs On n'a vraiment pas peur !!!

(1 an pour 200 francs)

Jusqu'au 15 mars

**LES
ARMES
DE NOTRE
CAMPAGNE**



Critique Communiste

Revue mensuelle de la LCR éditée par la société PEC
Rédaction et administration : 2, rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil-sous-Bois.
Tél : 48.59.00.80
Directeur de la publication : Christian Lamotte, Imprimerie Rotographique.
ISSN : 0759-0989 N° : 56 551